ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1524 - 26 septembre 1997- prix : 9 F

Emplois, salaires, temps de travail, privatisations...

LA RIPOSTE NÉCESSAIRE

Dans les entreprises

SNCF, France Télécom, EDF-GDF, Air France...

p. 7 et de 10 à 15

M 6189 - 1524 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société
4 – Les sans-papiers, le gouvernement et les lois Pasqua-Debré
– La police veut transformer des sans-papiers en indicateurs (communiqué)
5 – La direction du PCF et le gouvernement
– La discussion sur le cumul des mandats
6 – Les emplois-jeunes

Tribune
6 – Le gouvernement, le PCF et l'extrême gauche

Dans les entreprises
7 – France Télécom : tous en grève le 30 septembre !
– Air France : nouveau PDG
10 – SNCF (Sotteville-lès-Rouen) : grèves et mouvements
– Hôpital de Montargis
11 – SNCF (Orléans et Vierzon) : grève des roulants
– La journée d'action du 8 octobre à la SNCF
– RVI : contre l'annualisation du temps de travail
12 – EDF-GDF : le 8 octobre, participons au mouvement, mais pour nos revendications
– Où sont passées les 32 heures payées 35 ?
13 – Saint-Gobain-Desjonquères (Val-de-Marne)
– ETG (ex-Chausson Gennevilliers)
– Grands Moulins de Strasbourg : mouvements des travailleurs
14 – AXA-UAP : non à la fusion sur le dos des travailleurs
– Allianz-assurances : du plan social à la précarisation
15 – Fonderie Montupet
– Lever-France

Dans le monde
8 – Allemagne :
• élections à Hambourg
• le SPD et l'extrême droite
– Espagne : le sort des émigrants africains
9 – Italie : les manifestations anti-Bossi
16 – Indonésie : la police réprime un congrès syndical
– ONU : le don du milliardaire Turner
– Libération de 4 militants guyanais

Lire
15 – *Sympathy for the Devil* de Kent Anderson

Voir
15 – *Deux filles d'aujourd'hui* de Mike Leigh

LE PATRONAT EN GUERRE CONTRE LES 35 HEURES

Le patronat prépare à sa manière la conférence sur l'emploi.

La semaine dernière, c'était Jean Gandois, le président du CNPF, qui y allait de son couplet contre «*les 35 heures payées 39*». Il a remis cela le 23 septembre en allant déclarer à Martine Aubry, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, que le patronat avait «*l'intention de se battre jusqu'au bout*», contre «*cette loi inacceptable*» : «*Il n'y a aucune marge pour la négociation*», a-t-il ajouté. Le même soir, l'UIMM, le syndicat des patrons des industries métallurgiques et minières a profité d'un Forum, qu'il organisait à Bercy et où il avait fait venir à ses frais 5000 jeunes apprentis et leurs professeurs ainsi que des chefs d'entreprises, pour faire marteler à la tribune – devant les représentants de Jospin et surtout de la presse – l'hostilité des patrons de la métallurgie à toute loi-cadre, avec des arguments du genre : «*Persévérer (dans la voie des 35h) c'est prendre le risque d'une montée du chômage, d'une délocalisation accrue (...) ; c'est aggraver l'exclusion et développer le travail au noir*», etc.

Entre-temps, c'était le représentant des PME qui était allé expliquer à Martine Aubry que les «petites entreprises» ne supporteraient pas la charge supplémentaire que représenteraient «*les 35h payées 39h*», équivalentes, d'après lui, à 5 semaines de congés supplémentaires ou à 11% de charges en plus !

En fait, tous savent bien que ce n'est pas cela dont il va être question à la table des négociations le 10 octobre. Jospin est déjà intervenu à ce sujet la semaine précédente (sa déclaration selon laquelle une loi sur les 35h payées 39 serait «*anti-économique*» avait d'ailleurs était saluée par Gandois comme «*un petit coin de ciel bleu*»); Martine Aubry et les autres ministres ne se font pas faute d'expliquer qu'en cas de réduction du temps de travail il y aura des contreparties, en aides sonnantes et trébuchantes, en «*modération des salaires*» qu'on ferait accepter aux salariés, en assouplissement sur la question de l'aménagement du temps de travail, bref, qu'il y aurait des «*incitations*» avantageuses pour peu qu'ils consentent à «*négocier*» ! Et sans doute même un certain nombre de patrons n'y sont-ils pas hostiles, espérant glaner là, en échange de leur adhésion de forme à une réduction du temps de travail aux contours flous, la possibilité de rendre encore plus «flexibles» les horaires, les conditions de travail et les salaires et d'obtenir des allégements de charges supplémentaires !

Mais le problème, pour les représentants du patronat, c'est d'arriver au 10 octobre bien campés sur leur «non» et ayant bien montré qu'ils avaient des troupes derrière eux, pour obtenir le maximum. Le patronat sait ce que signifie un bon rapport de force et il sait ce qu'il veut.

Aux travailleurs de savoir aussi ce qu'ils veulent et de le montrer....

S.F.

MANIFESTONS LE 27 SEPTEMBRE

Un certain nombre d'organisations de gauche et d'extrême gauche (entre autres PCF, CGT, FSU, MDC, LCR, etc.) appellent à manifester le 27 septembre, de la République à la Nation. Les organisateurs entendent ainsi répliquer aux *«idées de haine, de racisme, de division entre salariés et chômeurs, français et immigrés»* au moment même où se tiendra sur la pelouse de Reuilly la fête annuelle du Front National.

Lutte Ouvrière ne partage pas les orientations de certains organisateurs de cette manifestation de protestation. Nous pensons en particulier que la caution que donnent certains d'entre eux à la politique de Jospin, en soutenant voire en participant à son gouvernement, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin du Front National – ce qu'aucune manifestation de protestation ne peut défaire.

Néanmoins, par solidarité avec tous ceux qui iront ainsi exprimer leur opposition au courant réactionnaire que représente le Front National, Lutte Ouvrière appelle ses lecteurs et amis à participer à la manifestation du 27 septembre.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• BOURGES
Samedi 27 septembre
à partir de 15h, salle Germinal (rue Henri Sellier).

• LYON
Samedi 27 et dimanche 28 septembre
Samedi à partir de 18h, dimanche de 12h à 19h, Hall des fêtes de Saint-Fons.

• RENNES
Samedi 27 septembre
de 15h à 24h
Centre social «Carrefour 18» – 7, rue d'Espagne (ZUP Sud).

• MULHOUSE
Samedi 4 octobre
à partir de 15h.
Salle des fêtes de l'Espace 110 à Illzach.

• DIJON
Samedi 4 et dimanche 5 octobre
Samedi à partir de 19h, dimanche à partir de 12h.
Salle Mendès-France à Quétigny.

• TOURS
Samedi 4 octobre
de 15h à 24h.
Salle de la Pléiade à La Riche.

• ORLÉANS
Samedi 4 octobre
à partir de 15h
Salle Montission à Saint-Jean-le-Blanc.

• GRENOBLE
Dimanche 5 octobre
à partir de 11h.
Foyer municipal de Pont-de-Claix (Bus n°8 depuis Grenoble, arrêt Mairie de Pont-de-Claix)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LA RIPOSTE NÉCESSAIRE

Depuis le 22 septembre, le coup d'envoi a été donné à l'introduction en Bourse de France Télécom, c'est-à-dire, à sa privatisation. Plusieurs organisations syndicales de cette entreprise appellent à une journée de grève et de manifestations pour le 30 septembre.

C'est bien la moindre des choses de permettre aux travailleurs de France Télécom d'exprimer leur protestation contre la poursuite d'un processus de privatisation entamé par la droite mais qui est poursuivi par la gauche, au mépris des promesses électorales de ses dirigeants, Jospin en tête.

L'inquiétude des travailleurs de France Télécom, comme celle des travailleurs d'Air France ou de la SNCF qui se retrouvent dans une situation semblable, est légitime. Elle l'est en raison des menaces que la privatisation représente pour leurs emplois et pour leurs salaires. Elle l'est pour les usagers, car les capitaux privés ne s'intéressent qu'à ce qui leur rapporte du profit et pas à ce qui est utile à la collectivité.

Il est de l'intérêt de l'ensemble des travailleurs que la journée de grève à France Télécom, comme la journée d'action prévue le 8 octobre à la SNCF, soient massivement suivies. Mais cela pose le problème de la suite à donner à ces journées qui ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Cela pose, aussi, un problème plus général. Le reniement sur les privatisations n'est pas le seul reniement du gouvernement. Et c'est l'ensemble de la politique du gouvernement Jospin qui recèle de graves dangers pour les travailleurs.

Jospin a été suffisamment prudent pendant la campagne électorale pour ne faire que très peu de promesses susceptibles de passer pour un engagement envers les travailleurs. Mais que reste-t-il, même de ce peu ? La promesse d'empêcher la fermeture de Renault-Vilvorde ? Trahie, à peine le gouvernement socialiste installé. Les 35 heures payées 39 ? C'est « *anti-économique* », a déclaré Jospin. La suppression des lois Pasqua-Debré contre les travailleurs immigrés ? Abandonnée. L'augmentation du pouvoir d'achat des salariés ? Remise au bon soin de « *la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail* » qui va se réunir le 10 octobre, mais dont Jospin répète qu'elle est seulement destinée à la « *concertation des partenaires sociaux* ». Ce qui signifie en clair que les syndicats sont invités à se concerter avec les patrons… puis les patrons décideront ce qu'ils veulent.

Dans tous ces domaines, le gouvernement Jospin calque sa politique sur celle de ses prédécesseurs. C'est une politique qui vise la sauvegarde des intérêts du grand patronat. Et c'est particulièrement grave face au fléau du chômage. Le « plan emplois-jeunes » de Martine Aubry, applaudi par une partie de la droite elle-même, n'est qu'un palliatif dérisoire. La situation sociale catastrophique qu'entraîne le chômage exige pourtant des mesures radicales, pas des miettes, pas du saupoudrage ! Elle exige que l'on interdise les licenciements, et d'abord dans ces grandes entreprises – nombreuses – qui annoncent des profits ; elle exige que l'on ose s'en prendre aux revenus des riches et à leurs fortunes accumulées.

Si la gauche échoue sur cette question, elle prolongera et aggravera encore la situation des travailleurs et laissera le champ libre au Front National.

Il est nécessaire de réagir.

Alors, pour commencer, il faut saisir les occasions offertes par les syndicats pour montrer le mécontentement des travailleurs. Mais il faut aussi que les protestations ne restent pas sans lendemain. Il faut qu'elles s'unifient autour des objectifs à même de stopper la dégradation des conditions d'existence du monde du travail. Il faut s'attaquer vraiment au chômage et à la misère croissante de la seule façon efficace possible : en faisant payer ceux qui s'enrichissent depuis le début de la crise en ruinant la société.

À l'occasion du 10 octobre

MONTRER LA FORCE DU MONDE DU TRAVAIL

Dans deux semaines, le 10 octobre, c'est l'ouverture de la conférence, organisée à l'initiative du gouvernement, et qui doit rassembler gouvernement, patronat et syndicats, en vue de discuter de l'emploi, de la réduction du temps de travail et des salaires.

Depuis les élections du mois de juin, la situation ne s'est en rien améliorée pour la classe ouvrière. Le chômage a continué d'augmenter et les porte-parole du gouvernement eux-mêmes nous annoncent qu'il ne faut pas attendre d'amélioration avant deux ans. Les grandes entreprises, et le patronat en général, continuent de mettre en route des plans de réduction d'effectifs en cascade au moment même où l'on annonce des profits records pour les entreprises en 1997. La politique cynique du patronat lui sert à imposer, par la crainte sur l'emploi, une politique de blocage des salaires, quand ce n'est pas la baisse de ceux-ci par différents biais.

Alors, évidemment, il serait urgent et vital d'imposer au patronat et aux classes riches les mesures permettant à tous les travailleurs d'avoir un emploi et de le conserver en ayant les moyens de vivre dignement avec des salaires et des pensions au juste niveau.

Le patronat, lui, est déjà mobilisé. Il multiplie les rassemblements à l'occasion desquels il réaffirme haut et fort ses exigences : en clair une liberté encore plus grande de licencier et d'aménager les rythmes et les horaires de travail à sa guise, et en passant de diminuer le montant des salaires versés en faisant passer le calcul des heures de travail sur l'année et non plus par semaine.

Le gouvernement, par la voix de Lionel Jospin, tient surtout à s'adresser aux patrons en leur disant que « *rien ne sera fait contre les entreprises* », et qu'il s'agit seulement avec cette conférence de définir des pistes de négociations.

La seule inconnue dans ce calendrier c'est ce qui viendra du monde du travail. Si les rencontres bi-latérales se poursuivent entre les confédérations syndicales, on n'a rapporté jusqu'à présent (dans *L'Humanité* du 23 septembre) que la seule initiative de la fédération de la métallurgie CFDT qui appellerait à manifester « massivement » le 10 octobre. Ce serait évidemment la moindre des choses que toute la classe ouvrière, et pas seulement une corporation isolée, manifeste son existence, sa force et sa détermination ce jour-là. Quel autre chemin suivre au moment où tous les dirigeants syndicaux se plaignent de l'arrogance patronale ? Qui oserait dire que le patronat lâchera quoi que ce soit s'il n'y est pas contraint ?

Quant à la politique du gouvernement, les travailleurs des services publics et nationalisés en subissent dès maintenant les conséquences. Une journée de grève et de manifestation est organisée le 30 septembre à France Télécom. Le 8 octobre ce sont ceux d'EDF et de la SNCF qui sont appelés à réagir. Qui pourrait sérieusement attendre la moindre détermination gouvernementale à imposer des concessions conséquentes au patronat en faveur des salariés ? S'il y a un risque réel c'est, au contraire, le risque que le gouvernement essaye d'imposer aux travailleurs des mesures voulues par le patronat.

Alors oui, il faut espérer que les appels à cesser le travail et à manifester se multiplieront et convergeront également à l'occasion du 10 octobre. La classe ouvrière a plus que payé par des sacrifices continuels, il faut inverser enfin le sens des sacrifices imposés, et pour cela rassembler dans un mouvement unique les salariés de toutes catégories et de tous les secteurs.

Oui, la situation est insupportable pour les classes populaires. Le 10 octobre devrait être l'occasion de marquer, par la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs, la volonté d'inverser le cours des choses. Mais il serait aussi nécessaire de se placer dans la perspective d'un plan de mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière, qui s'amplifierait jusqu'à l'obtention de ses revendications essentielles. Ce serait d'ailleurs la seule façon de donner du crédit à ce qui devrait être le début d'une mobilisation se donnant comme perspective d'imposer des reculs véritables au patronat.

Après les gesticulations patronales venant appuyer des réclamations indécentes, il est vraiment temps que se fasse entendre puissamment la voix des travailleurs.

Paul SOREL

Régularisations au compte-gouttes et maintien des lois Pasqua-Debré

UN SIGNAL FORT... À LA DROITE !

AFP

Manifestation à Paris le 20 septembre 1997.

À l'heure actuelle, 1 000 à 2 000 sans-papiers au maximum ont été régularisés, sur les 85 000 demandes déposées dans les préfectures depuis le début de l'été. Cela fait pourtant maintenant trois mois que Chevènement a publié sa circulaire à ce sujet, et s'il avait voulu mettre fin à la situation scandaleuse dans laquelle se débattent les sans-papiers, ce sont d'autres chiffres qu'on serait en droit d'attendre aujourd'hui.

Mais dans les préfectures, les sans-papiers et leurs associations se sont rendus compte que l'on n'allait pas vers des régularisations massives. au contraire tout était fait pour que leur nombre soit réduit au minimum.

On tente de décourager les sans-papiers par de multiples convocations à la préfecture : trois au minimum, et jusqu'à sept en Seine-Saint-Denis. On leur réclame des documents pratiquement impossibles à produire vu leur situation : bulletin de paye, quittance de loyer, carte d'assuré social, livret de famille... On leur impose une visite médicale de 1 050 F à l'Office des Migrations Internationales, auxquels ils doivent ajouter 1 500 F de taxes diverses. Dans ces conditions, il faut faire preuve de ténacité, sans même avoir la garantie d'être considéré comme entrant dans les critères de régularisation, pour faire une demande. Comment ne pas craindre un refus, suivi peut-être d'une expulsion ?

Après le 1er novembre ce sera fini, il ne sera plus possible de déposer une demande de régularisation. Tout cela pour obtenir un titre de séjour d'un an, qu'il faudra renouveler bien des fois avant d'avoir une carte de dix ans. En ce domaine, rien de changé.

Chevènement et Jospin ne veulent pas qu'on puisse dire qu'ils ont été laxistes en matière de régularisations, qui resterons limitées. C'est pourquoi ils n'ont pas, même pour le symbole, décidé d'abroger la loi Pasqua-Debré. La nouvelle version de celle-ci poursuit actuellement son chemin procédurier. Les projets de Chevènement vont passer devant le Conseil d'État début octobre, ils seront ensuite adoptés par le Conseil des ministres pour être présentés au Parlement après la discussion sur le budget, et votés avant le 15 janvier prochain. Tous les aspects les plus répressifs de ce projet sont pour l'instant confirmés, entre autres la prolongation de 10 à 14 jours du délai de rétention dont dispose l'administration pour mettre en œuvre l'expulsion des sans-papiers.

Fort de toute son attitude envers les immigrés, aussi bien sur les régularisations qu'à propos des lois Pasqua-Debré, le gouvernement peut espérer obtenir le soutien d'une partie de la droite. En tout cas il est sur la même longueur d'onde que celle-ci. Le souci de la droite est de ne pas laisser son électorat se tourner vers le Front National. Jospin veut plaire à la droite, qui elle-même ne veut pas déplaire à l'électorat du Front National et en fin de compte, c'est donc vers les thèmes de ce dernier que penche la gauche au pouvoir. Quitte à tourner le dos à ses propos d'il y a trois mois.

Daniel MESCLA

LES OUBLIETTES DE L'ÉTAT

Derrière des mots comme « délai de rétention » ou « zone d'attente » se cache une sordide réalité pour les immigrés.

Une enquête de la CIMADE a révélé comment, dans le centre de rétention de Bobigny, les immigrés en attente d'expulsion étaient parqués à six par cellule, l'accès aux soins et aux communications avec l'extérieur leur étant par ailleurs étroitement mesuré. Les mauvais traitements, eux, ne leur sont pas mesurés. Le Centre est situé dans les sous-sols d'un commissariat et c'est la plainte d'un Ghanéen pour avoir été passé à tabac qui est à l'origine de l'enquête de la CIMADE. C'est dans de telles conditions que Chevènement voudrait garder les immigrés quatre jours de plus, puisqu'il propose dans sa loi de faire passer la période de rétention légale de 10 à 14 jours.

Quant aux « zones d'attente », ces parties des aéroports où doivent séjourner les étrangers qui se sont présentés aux contrôles mais ne semblent pas en règle, elles ne valent pas mieux. Celle de Roissy, située au premier étage de l'hôtel Ibis, est décrite par le quotidien *Le Parisien* en ces termes : « *Deux cafards tournent dans une chambre... Dans une autre, les douches sont hors d'usage, les toilettes aussi... Le carrelage dégouline de salissures jamais lavées... Les lampes n'ont plus d'ampoules, les fils électriques d'une prise sont dénudés...* »

2 500 personnes par an passent par ce premier étage, que les associations appellent « les oubliettes de l'État ». Il fonctionne en fait depuis 1990, mais c'est en 1992 que cette zone a été légalisée par une loi du ministre socialiste Quilès destinée à assurer l'efficacité des contrôles aux frontières. Une loi dont Chevènement se revendique.

D. M.

Communiqué

VEUT-ON FAIRE DES SANS-PAPIERS DES INDICATEURS DE POLICE ?

Nous recevons le communiqué suivant de la « Coordination de lutte pour les sans-papiers de Seine-Saint-Denis » :

Des sans-papiers du 93, qui ont demandé le réexamen de leur situation dans le cadre de la circulaire du 24 juin du ministre de l'Intérieur, sont actuellement l'objet de chantage et harcèlement des Renseignements Généraux pour en faire des indicateurs de police. En effet, depuis quelques semaines, certains d'entre eux reçoivent des convocations du « Service d'Assistance Technique de la Préfecture » de Bobigny dont l'objet serait d'« *enquêter pour (leur) régularisation* ». La convocation précise qu'il s'agit d'une affaire « *strictement personnelle* » (!?)

Selon plusieurs témoignages de sans-papiers, le vrai but de cette convocation est de les interroger sur leurs pratiques religieuses, les mosquées de leur ville, qui fréquente ces mosquées, etc. Ils sont reçus par des inspecteurs de police qui n'hésitent pas à présenter leur carte professionnelle. Des militants des associations qui ont accompagné des sans-papiers lors de ces convocations se sont vu refuser l'accès du bâtiment J, contrairement à ce qui se passe dans les lieux d'accueil habituels pour la régularisation.

Le cabinet du Préfet de Seine-Saint-Denis, interpellé par la Coordination, déclare ne rien connaître de ces faits avec comme argument que le bâtiment J est actuellement fermé pour des travaux ! Qui dirige dans ce pays, lorsque le représentant de l'État dans le département ignore ce genre de pratique totalement contraire à la politique affichée par le gouvernement ? La coordination 93 de lutte pour les sans-papiers dénonce le chantage (« *votre régularisation ne dépend que de vous* »), les pressions (coups de fil reçus par certains à domicile pour exiger des informations) qui sont ainsi exercés sur des personnes en situation de précarité, en dehors de toute procédure ou contrôle judiciaire.

Elle exige l'arrêt immédiat du harcèlement des sans-papiers pour en faire des indicateurs de police.

Saint-Denis, le 23 septembre 1997

La direction du PCF et le gouvernement

NE PAS « CASSER SA BARAQUE » C'EST CAPITULER DEVANT JOSPIN QUI CAPITULE DEVANT LES PATRONS

«Le réalisme de gauche»... on commence à comprendre

Cela fait trois mois que les dirigeants du PCF, à commencer par son secrétaire national, s'évertuent à justifier leur présence au gouvernement, sous l'œil goguenard des responsables socialistes.

Du coup on assiste à un numéro d'équilibrisme verbal sans cesse répété pour convaincre, contre l'évidence, que les choses changent en faveur des travailleurs.

Robert Hue, dans un entretien publié dans *Le Monde* explique ainsi que, puisque le monde bouge, «*il faut bouger avec lui pour pouvoir le transformer dans le bon sens. Sinon il bougera sans nous, mais dans un autre sens... Il faut pour cela écouter, discuter, avancer en permanence... Ce n'est pas la première fois que, parce que le Parti Communiste bouge, ses dirigeants sont en situation de devoir s'expliquer et convaincre. Je pense à la période du Front populaire ou de la Libération.*»

Sauf que, malheureusement, même avec le regard le plus indulgent, on ne voit guère les choses bouger. En tout cas, pas dans le sens dont parle Hue.

L'attitude des dirigeants du PCF à l'égard de la décision du gouvernement d'introduire des capitaux privés à Air France et à France Télécom est significative. Les choix du gouvernement sont déjà entrés en application en ce qui concerne France Télécom et ils vont sans doute l'être rapidement à Air France. Hue en est donc réduit à justifier le retournement de son parti. Il argue qu'il faut désormais avoir une approche «dynamique et moderne» qui permette de relancer les services publics, affirmant au passage que les positions que défendait jusqu'alors le PCF à propos des nationalisations étaient fausses.

Mais Hue se garde d'expliquer en quoi l'injection des capitaux privés rendrait les services publics plus modernes, plus dynamiques, plus efficaces. «Moderne» n'est pas le mot qui vient à l'esprit quand on évoque le secteur privé qui agit depuis des décennies, sinon des siècles. Quant à son efficacité, au plan social, il suffit de faire le constat du bilan du capitalisme pour en juger.

On approche des discussions entre le gouvernement, les syndicats et le patronat sur la réduction du temps de travail, sur les salaires et l'emploi. Hue rappelle à ce propos que le PS et le PCF s'étaient prononcés en faveur des 35 heures sans diminution de salaire dans leur déclaration commune, à la veille des élections législatives. Et il réaffirme, dans son entretien au *Monde*, qu'il fera tout pour convaincre Jospin de respecter ses engagements. Mais tout, c'est quoi au juste?

Le jour suivant, dans une interview sur la chaîne de télé câblée LCI – relatée par *L'Humanité* du 23 septembre –, à la journaliste qui lui demandait : «*Vous parlez des 35 heures payées 39?*», Hue répondit : «*Non, non, ça n'est pas mon slogan*». «*Ce qui est clair,* poursuit-il, *c'est qu'il faut aller très vite vers cette mesure... Si cette mesure n'était pas prise rapidement, la productivité mangerait rapidement l'essentiel des emplois. Maintenant, tout cela se discute, les citoyens doivent s'exprimer*». Comprenne qui veut. Il faut espérer que les citoyens, comme dit Hue, sauront s'exprimer plus nettement que lui, et qu'ils trouveront le terrain pour se faire entendre d'eux-mêmes. Celui des luttes que Hue se garde de préciser.

Dans l'éditorial de *L'Humanité* du 23 septembre, Claude Cabanes demandait : faut-il «*casser la baraque, exiger tout et au bout du compte n'avoir rien?*» La classe ouvrière, la population laborieuse seraient-elles donc devant ce dilemme : ne demander quasiment rien puisqu'on ne peut obtenir tout, pour éviter les déceptions? Si c'est là le fameux réalisme de gauche, c'est la logique de la résignation.

Le patronat n'a, lui, pas les mêmes scrupules. Fort d'un rapport de forces qu'il estime lui être favorable, d'autant qu'il est renforcé par le renoncement affiché du gouvernement et de ses composantes, il peut leur imposer ses exigences, sans souci de casser une «baraque» gouvernementale qui ne met aucune entrave à ses choix et à sa soif de profit.

Le réalisme pour les travailleurs, c'est tout le contraire. Ce serait de manifester collectivement une détermination égale à celle des patrons. Si cela aboutit à casser la «baraque», cela montrera que cette «baraque» – ce gouvernement – n'a pas pour préoccupation de servir les intérêts des travailleurs.

Jean-Pierre VIAL

Cumul des mandats

UNE DISCUSSION EN TROMPE-L'ŒIL

Jospin et le PS font grand tapage autour du projet de restriction du cumul des mandats. Si le projet était adopté, un ministre ou un député ne pourrait plus être, en plus, maire ou conseiller régional. En fait les ministres du gouvernement Jospin, sommés de donner l'exemple en démissionnant de leur poste de maire, ont su trouver la parade; en se faisant désigner comme premier adjoint, on peut continuer à gérer la mairie sans avoir le titre de maire.

Les «ténors» de droite n'ont pas raté l'occasion de s'agiter et s'exprimer dans la plus parfaite cacophonie. «*Excessif*» a dit Sarkozy, «*très mauvaise idée*» a dit Pasqua alors que Séguin se tâte et que Léotard est pour.

Plus encore que leurs collègues de la gauche, ils ont des raisons de s'inquiéter de ce non-cumul : la malencontreuse (pour eux) dissolution en a écarté quelques-uns de la mangeoire et les leaders de cette droite ont vu leurs ambitions ministérielles s'éloigner avec la défaite électorale. Alors s'il faut de surcroît, pour ceux qui gardent encore la Chambre, choisir entre les lots de consolations de député ou de maire...

Les socialistes et les Verts justifient cette réforme en affichant leur volonté d'élargir la participation à la vie politique en imposant la rupture avec une pratique qui aboutit à ce qu'une coterie réduite se partage les postes de responsabilité politique. Comme si, même s'il n'y avait pas des moyens de tourner une telle mesure – et il y en a – le problème était là.

Cumulards ou pas, les politiciens s'arrogent le droit de parler et de décider à la place de leurs mandants, parce qu'une fois élus ils sont inamovibles, donc incontrôlables, jusqu'à la fin de leur mandat. Même quand, et c'est la règle, ils tournent le dos à leurs engagements. Pour assurer une véritable représentation de la population, mieux vaudrait imposer un réel contrôle des élus, avec la possibilité pour les électeurs de les révoquer lorsqu'ils tournent le dos à leurs engagements.

C. B.

POUR LE PATRONAT, UN CADEAU DE 1,3 MILLIARD

Le quotidien *La Tribune* du 16 septembre a révélé que le gouvernement avait modifié, dans le projet de loi déposé à l'Assemblée, le montant des nouveaux taux d'imposition sur les bénéfices et les plus-values des entreprises.

À la demande du patronat, le gouvernement «*a accepté quelques concessions techniques*», qui ramènent le taux d'imposition sur les plus-values générées par les brevets et inventions brevetables de 41,66% à 20,9%. Seulement, cet «aménagement technique» permet au patronat de récupérer 1,3 milliard de francs sur les 8 milliards supplémentaires qu'il aurait dû payer suite aux annonces d'augmentation de l'impôt sur les sociétés.

Le 21 juillet le gouvernement avait annoncé à son de trompe qu'il entendait augmenter l'impôt sur les sociétés, de 15% précisait-il. La satisfaction affichée à l'époque par le PS et le PC aurait déjà mérité un bémol, car le taux d'imposition sur les sociétés n'était même pas remis au taux où il était sous Giscard, à 50%, avant que la gauche n'inaugure la baisse des taux, suivie ensuite par la droite. Le taux d'imposition se trouvant seulement ramené provisoirement, au plus tard jusqu'en 1999, à 41,66% pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de francs.

Mais aujourd'hui si le quotidien économique *La Tribune* a publié cette information à l'adresse des patrons, du côté du PS et du PC et de ceux qui les soutiennent, c'est le silence sur cette gentille ristourne aux patrons.

L'augmentation de l'impôt sur les sociétés ne permettra donc finalement à l'État que de récupérer 6,7 milliards. C'est vraiment une bagatelle, comparé aux quelque 20 milliards que le gouvernement attend d'engranger grâce à la CSG sur l'épargne, dont une bonne part sera pris sur l'épargne populaire, et comparé aux 150 milliards de subventions pour un an que Martine Aubry distribue par son seul ministère aux patrons.

Jean Gandois, le président du CNPF, parlant de la politique du gouvernement, a déclaré récemment qu'il n'y voyait qu'un «*coin de ciel bleu*». Il a mal vu, pour les patrons c'est un ciel sans nuages.

P. S.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE GOUVERNEMENT, LE PCF ET L'EXTRÊME GAUCHE

La majorité plurielle : comme c'est commode. Cela permet à Robert Hue d'en appeler au débat et même de se faire siffler à la fête de *L'Huma*... en toute sérénité. Critiquez, critiquez toujours, « *nous avons choisi de monter dans le bateau* » et nous n'avons pas l'intention « *de casser la baraque* », pour reprendre les nouvelles expressions en vogue dans les éditoriaux de *L'Humanité*.

La nouvelle rhétorique du PCF, pour être pluraliste, ne fait guère illusion sur le gros de ses militants. On l'a vu à la fête de *L'Huma*, parfois dans les quelques réunions citoyennes à l'assistance clairsemée, et on le constate souvent dans les réunions locales de rentrée de la CGT. Les militants ouvriers ne sont pas contents de la politique de leur parti. Le virage sur les privatisations est particulièrement mal reçu. Et les formules qui fusaient de l'assistance à la fête de *L'Huma* ne pratiquaient pas l'euphémisme, depuis « *journal de gouvernement* » ! quand *L'Huma* était citée de la tribune, jusqu'aux ricanements face à l'argument selon lequel on ne peut rien changer sans la mobilisation citoyenne : « *Bientôt on nous dira que c'est de notre faute !* »...

Le mécontentement existe et les critiques acerbes ont libre cours au PC. Il est même de bon ton parmi les responsables de la CGT de les reprendre à leur compte et d'adopter un discours combatif voire contestataire en parlant d'organiser la « pression de la base » et la mobilisation. Dire et laisser dire l'inverse et son contraire, cela fait partie de la méthode actuelle de direction du PCF. Et dans une certaine mesure de celle du gouvernement Jospin qui se satisfait pleinement de la caution de toute cette gauche qui a le droit d'affirmer « sa diversité » pourvu que de Voynet à Gayssot elle cautionne par sa présence, ses postes et ses actes, sa politique. Après tout, l'important n'est-il pas de participer ?

La moindre des choses pour les communistes révolutionnaires, est de dénoncer vigoureusement ce gouvernement pour ce qu'il est, comme la caution qu'y apportent les ministres verts et communistes. Mais cela même ne saurait suffire.

Même si elle reste faible, l'extrême gauche a acquis une certaine notoriété (les résultats d'Arlette Laguiller aux présidentielles de 1995 en témoignent). Cela lui donne quelques moyens pour au moins tenter d'avoir une politique vis-à-vis du reste du mouvement ouvrier. C'était sans doute déjà vrai au moment où le PC et le PS préparaient leur nouveau pacte de gouvernement il y a deux ans. C'est encore plus nécessaire aujourd'hui que cette gauche se retrouve au gouvernement et assume la continuité de la politique Juppé.

Cette politique ne peut se réduire, en attendant le développement de futures luttes mettant le gouvernement en difficulté et entraînant une hypothétique « crise » et fracture au sein du PCF, à cultiver des liens amicaux et fraternels avec les militants plus ou moins inquiets ou qui peuvent partager tout ou partie de nos critiques.

Ce qui manque à la classe ouvrière en cette période de chômage et d'aggravation de l'injustice sociale, c'est un objectif commun, un programme de mesures radicales sur lequel tous ses militants et bien des travailleurs du rang pourraient s'unir et se mobiliser. Ce programme, Arlette Laguiller l'avait formulé lors de sa campagne électorale en 1995, et plus de 5 % de l'électorat (ce qui signifie une proportion bien plus importante chez les travailleurs) s'y étaient retrouvés. Aujourd'hui le PC, voire les Verts, parlent hypocritement de « mobilisation citoyenne », pendant que les syndicats, à commencer par la CGT en dépit des formules ronflantes de certains de ses dirigeants, n'organisent que des « actions » sectorielles et toujours dispersées. Mais puisque les dirigeants du PC et des confédérations parlent, à l'occasion, de la nécessité pour la base « d'intervenir » afin d'orienter dans le bon sens l'action du gouvernement, qu'à cela ne tienne : pourquoi l'extrême gauche ne proposerait-elle pas aux différentes tendances syndicales et politiques du mouvement ouvrier de s'unir sur ce programme d'urgence prolétarien et un plan de préparation de la mobilisation, c'est-à-dire des luttes d'ensemble ?

Ce serait, certes, une forme de politique de front unique que proposerait ainsi l'extrême gauche, sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière, en contradiction avec les intérêts défendus au gouvernement. Car le problème pour les militants ouvriers, aujourd'hui, ce n'est pas seulement de critiquer, voire même d'exprimer plus ou moins confusément son mécontentement, mais de savoir sur quoi s'unir véritablement et quoi faire. Et c'est de cela qu'il importerait, dès maintenant, sans s'en remettre à un avenir indéterminé, de discuter avec les travailleurs et les militants, à commencer par ceux du PC et de la CGT, tout en le proposant officiellement à leurs dirigeants.

Et les occasions concrètes de mettre en pratique une telle politique ne vont pas manquer, comme cette conférence sur le temps de travail du 10 octobre qui aurait mérité de se dérouler sous la pression de grèves et grandes manifestations de rue. Mais une telle pression, cela ne naît pas spontanément, par miracle. Cela se discute, se prépare, s'organise.

L'extrême gauche aurait pu, pourrait se donner pour objectif de défendre de telles perspectives mobilisatrices auprès du reste des organisations et des militants ouvriers. Le succès n'est pas garanti bien sûr. Ses leaders, ceux qui pourraient se faire les porte-parole d'une telle politique, ont-ils suffisamment de notoriété aujourd'hui ? Y-a-t-il suffisamment de militants qui seraient prêts, dans tout le pays, à défendre une telle politique offensive auprès de leurs camarades de travail ? Nous verrions bien. De toute façon, sans parler du suivisme vis-à-vis des partis de gouvernement qui ne peut mener qu'au désastre, le simple attentisme ne risque-t-il pas de faire que les militants et les travailleurs, communistes, socialistes, syndicalistes, de gauche, qui pourraient regarder vers l'extrême gauche parce qu'ils sont à la recherche d'une boussole dans la situation actuelle, aillent la chercher ailleurs ?

Huguette CHEVIREAU

Leur société

Éducation nationale

LES « EMPLOIS-JEUNES » ET LE GOUVERNEMENT

Allègre, le ministre de l'Education nationale, a chiffré à 147 000 le nombre des candidatures déjà posées pour les 40 000 emplois-jeunes à pourvoir dans l'enseignement public d'ici 1998. Cela, dix jours à peine après l'ouverture des inscriptions et en ne prenant en compte que les candidats enregistrés auprès des rectorats car on ignore combien se sont adressés aux agences ANPE. Autant dire qu'au final le nombre des demandeurs sera bien plus élevé.

Même si les emplois proposés ne sont que des CDD (sur 5 ans, ce qui n'est pas – encore – autorisé par le Code du Travail) ; même si, sous le nom d'« aide-éducateur » ou de « coordonnateur scolaire », on propose à ces jeunes de tenir toutes sortes de postes plus ou moins mal définis et qui vont de « pion », mais avec un horaire doublé, à bibliothécaire ou « homme à tout faire », mais dans tous les cas payés au SMIC ; même si les conditions à remplir ne mettent pas ces postes à la portée de tous, cela a été la ruée. Cela n'a rien d'étonnant quand des centaines et des centaines de milliers de jeunes désespèrent depuis des années de décrocher un emploi un tant soit peu stable.

Allègre et la « marraine » du plan emplois-jeunes, Martine Aubry, se félicitent de ce qu'ils présentent comme une promesse électorale tenue. Il est vrai que le gouvernement n'en a guère d'autre qu'il puisse mettre en avant ! Mais on n'entend pas le gouvernement dire que, vu la « réussite » de son plan – au moins quatre fois plus d'inscrits que de places prévues – et vu la situation des jeunes sans emploi, il ne laissera personne à la rue. Son souci proclamé d'aider les jeunes à entrer dans la vie active, même par la petite porte, ne va pas jusque-là. Ce serait pourtant la moindre des choses, et pas du luxe tant les besoins sont énormes, d'abord du côté des sans-emploi, mais aussi dans les services publics, et dans l'enseignement en particulier.

Ces 150 000 jeunes à avoir déposé un dossier sont sans doute les premiers à n'avoir aucune illusion sur les conditions qu'on leur fait, à commencer par le salaire, aussi « jeune » que l'emploi du même nom. Si cela ne les a pas empêchés d'affluer dans les rectorats, c'est qu'ils n'avaient pas le choix et on les comprend.

Et puis, sans doute, beaucoup espèrent à juste titre conserver leur place et, au terme de ce contrat de cinq ans, être titularisés avec, enfin, un salaire digne de ce nom. Mais, cela, il faudra certainement l'imposer. Il faudra qu'ils se battent et, alors, qu'ils aient le soutien des enseignants et des autres personnels de l'Education nationale. Ce sera bien nécessaire, car ce gouvernement pas plus qu'aucun autre ne leur fera de cadeaux.

Martine Aubry, avec le jésuitisme qui la caractérise, a dit ces jours-ci que ces postes « *peuvent avoir vocation à devenir des emplois publics à terme* ». A terme ou à la Saint Glin-glin ? Car, enfin, si le gouvernement l'avait vraiment voulu, il aurait pu, il aurait dû créer tout de suite de vrais emplois publics, dans l'enseignement et ailleurs. Il ne l'a pas fait. Et s'il y a la moindre chance pour qu'il le fasse, ce sera sous la contrainte.

P.L.

LES MAUVAISES EXCUSES DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

Plus de 50 ans après, l'épiscopat français vient de demander pardon aux Juifs pour son silence face à leur persécution pendant la Seconde Guerre mondiale.

En effet, tout au long de la guerre, l'Église se tut. Elle ne protesta ni lors de l'instauration par Pétain, le 3 octobre 1940, du statut des Juifs, ni lors de la mise en place de toutes les mesures discriminatoires qui suivirent, et pas plus lors des rafles ; ce n'est qu'à partir de 1942 qu'une minorité (6 évêques sur les 76 évêques de France, dont celui de Montauban et l'archevêque de Toulouse) fit connaître sa désapprobation.

En cela l'Église fut à l'unisson de l'ensemble du monde politique. Préfets, commissaires, ministres, signèrent, appliquèrent, raflèrent, sans état d'âme... puis continuèrent à administrer l'État français après 1945, sous la direction d'un de Gaulle qui n'était indigné par les crimes nazis que quand cela lui servait à construire sa carrière politique.

Alors, quand l'épiscopat demande pardon, il est là aussi à l'unisson de ce monde politique, qui « s'excuse » près d'un demi-siècle plus tard, quand plus aucun responsable de ces actes ou presque ne peut être mis en cause...

N. M.

France Télécom

TOUS EN GRÈVE LE 30 SEPTEMBRE !

Les fédérations syndicales CGT, SUD et FNSA (autonomes) ont annoncé qu'elles appelaient le personnel de France Télécom à faire grève le mardi 30 septembre, contre l'ouverture du capital de l'entreprise. La CFDT et FO, quant à elles, considèrent que le personnel n'a plus rien à dire et qu'il n'a plus qu'à accepter...

Cet appel à une journée de grève apparaît comme une suite logique à l'avis très net que les agents viennent de donner quant à leur opposition à cette privatisation : d'une part, en signant à plus de 50000 la pétition nationale lancée par la CGT, et d'autre part à travers le résultat du référendum organisé par SUD (en commun avec la CGT dans un bon nombre d'endroits).

La consultation a pu être organisée dans 74 départements, touchant environ 100000 membres du personnel présents (sur 122 000 présents à l'échelle nationale – pour un effectif total France Télécom de 150 000). Sur ces 100 000, 63 500 ont participé au vote. 80% d'entre eux se sont prononcés contre l'ouverture du capital.

Michel Bon, le président de France Télécom, peut donc bien déclarer ce référendum « *illégitime* », ce propos montre seulement qu'il ne se sent pas si sûr de lui que cela.

Dans les services du centre Archives, à Paris, un calendrier a été mis au point entre militants CGT et SUD, avec discussions dans les services, appels communs à des réunions de personnel. Les discussions vont bon train. Beaucoup pensent que cette journée de grève ne permettra pas de faire reculer le gouvernement, tout en disant, pour certains, qu'ils la feront quand même, ne serait-ce que parce qu'ils ne veulent pas qu'on puisse penser qu'ils sont pour la privatisation. Et nombreux sont aussi ceux qui parlent de saisir cette occasion – comme à travers la pétition et le référendum – pour faire entendre leur voix plus fort.

Le climat n'est sans doute pas le même dans les multiples centres de France Télécom à travers le pays, mais en tout cas l'idée de donner un « carton jaune » à ce gouvernement n'est pas pour déplaire.

Il faut que cette grève soit un succès et que les grévistes soient nombreux dans les manifestations qui vont être organisées ce jour-là. Ce sera une étape encourageante pour préparer la suite indispensable.

La date du 30 septembre – alors qu'à la SNCF, à EDF, les travailleurs sont appelés à des journées d'action le 8 octobre – a été fixée par les directions syndicales CGT et SUD en raison notamment du calendrier de la privatisation de l'entreprise : la réservation pour l'achat des actions vient de commencer, et la vente ferme aura lieu à partir du 7 octobre. L'idée était donc d'agir avant. Ce calendrier ne doit pas pour autant être une contrainte pour les travailleurs. L'important, c'est que notre protestation non seulement soit forte mais qu'elle ne reste pas sans lendemain.

De ce point de vue, les journées de grève et de manifestations annoncées dans les autres entreprises du secteur public ou privé autour des 8 et 10 octobre peuvent fournir des occasions de renforcer encore l'expression de notre protestation.

Correspondant LO

Une cabine téléphonique devant la Bourse à Paris

AFP

Baisse des tarifs téléphoniques ? Cela dépend pour qui

« *Le 1er octobre, le prix du téléphone baisse* », proclame la publicité de France Télécom. La réduction est de 21% sur les appels inter-urbains en France, et de 17,5% en moyenne sur les appels en direction d'une série de pays étrangers.

Ce que la pub passe sous silence, c'est que les tarifs des communications locales ne suivent pas la même pente. La taxe de base reste inchangée, 0,74F pour les trois premières minutes. Pour trois minutes supplémentaires, le tarif (désormais compté à la seconde) grimpera de 0,74 à 0,84 F, soit 13,5% de hausse.

Autre coup fourré : sous prétexte de simplifier les plages horaires, le coup de fil à l'heure du déjeuner qui coûtait 33% moins cher sera facturé, en semaine, au tarif des heures pleines. Et si le tarif réduit de 50% commencera désormais dès 19 H, il coûtera cependant plus cher que précédemment dès que la communication dépassera une dizaine de minutes.

Ces hausses alourdiront la facture de nombre de ménages, déjà touchés par une récente augmentation de l'abonnement, alors que les entreprises sont les principales bénéficiaires des baisses répétées sur les communications longue distance.

Vous avez parlé de service public ?

Air France

LE PDG (pas) NOUVEAU EST ARRIVÉ...

Le gouvernement a apparemment eu quelque difficulté à trouver un successeur au PDG démissionnaire d'Air France, Christian Blanc, mais finalement son choix s'est arrêté sur Jean-Cyril Spinetta. Haut fonctionnaire proche, comme son prédécesseur, du Parti Socialiste, Spinetta a occupé, entre autres postes, celui de président d'Air Inter entre 1990 et 1993. Lorsque sa nomination a été rendue publique, la presse, quasi unanime, a dressé le « *portrait d'un partisan du service public* », comme titrait *L'Humanité*, « *ayant la réputation d'être un « homme social »* », selon *Libération*.

Un partisan du service public doublé d'un « homme social » ? Ce n'est pas ce que montrent ses états de service. De 1984 à 1986, Spinetta fut chef de cabinet du ministre du Travail et de l'Emploi, Delebarre, avant que la politique des gouvernements socialistes ramène la droite au pouvoir de 1986 à 1988. Puis, de 1988 à 1990, il fut à nouveau chef de cabinet de Delebarre, cette fois au ministère des Transports, alors que se mettaient en place, entre autres choses, les plans de restructuration dans le transport aérien. Dans la foulée, il fut promu à la tête d'Air Inter où des grèves venaient d'aboutir au départ du président de la compagnie.

Toujours aussi « social », Spinetta s'y illustra notamment en imposant la réduction de trois à deux du nombre des navigants dans les cabines de pilotage. Quant à son prétendu attachement au service public, on en a un aperçu avec les raisons que Spinetta mit en avant lors de sa démission d'Air Inter en 1993 : il protestait contre le fait que son ministre (de droite) ne l'autorisait pas à fermer des lignes vers la province que lui, PDG socialiste, n'estimait pas assez rentables !

Certaines directions syndicales d'Air France-Air Inter peuvent bien tirer des coups de chapeau à Spinetta, les travailleurs des deux compagnies désormais fusionnées ne vont pas tarder à s'apercevoir que, pour eux, rien n'a changé. C'est d'ailleurs très précisément ce qu'a déclaré le directeur d'Air France Industrie-Air France Maintenance à des mécaniciens des Moteurs de Roissy qui, après plusieurs semaines de conflit, viennent de faire reculer la direction : la politique de cette dernière ne dépend nullement de celui qui est chargé de la conduire.

La privatisation ? Blanc et Juppé la voulaient, Spinetta voudra la mettre en route, avec la bénédiction de Jospin et de Gayssot. Et pour cela, la direction d'Air France va continuer à faire pression sur les salaires, les effectifs, les rythmes de travail. En tout cas, tant que les travailleurs n'y mettront pas le holà.

P.L.

Allemagne

Élections à Hambourg

LA CAMPAGNE SÉCURITAIRE DU SPD PRÉPARE LE TERRAIN À LA DROITE

Les élections au Sénat de Hambourg (le parlement de cette ville-Etat), qui ont eu lieu le 21 septembre, se sont traduites par un recul important du parti social-démocrate, le SPD, et une remontée de la CDU, le grand parti de droite.

Le SPD, qui a gouverné ce grand port du nord de l'Allemagne sans interruption depuis la Deuxième Guerre mondiale, n'a obtenu que 36,2 % des voix contre 40,4 % il y a quatre ans (ce qui était alors son plus mauvais résultat depuis 1946...), dans une ville qui a toujours été un de ses fiefs. Il devrait cependant conserver, grâce à une alliance avec les Verts (13,9 %), le contrôle de la municipalité.

Mais, s'il n'était que local, ce scrutin est aussi le reflet de la situation politique outre-Rhin, où la CDU d'Helmut Kohl donne des signes d'essoufflement et d'usure du pouvoir (le chancelier détient les rênes du gouvernement depuis 1982) sans que le SPD réussisse à se refaire véritablement une santé, tant il cherche à éviter de susciter le moindre enthousiasme dans l'électorat populaire qui vote traditionnellement pour lui.

A Hambourg le maire sortant, Henning Voscherau, a ainsi axé sa campagne électorale contre la montée de la délinquance avec des arguments xénophobes mettant en cause les «étrangers». Il ne s'agit nullement là d'un dérapage. Cela fait des mois maintenant que certains responsables du SPD, ou du grand syndicat qu'il contrôle, le DGB, multiplient les déclarations analogues, laissant entendre que les étrangers sont, d'une manière ou d'une autre, responsables tantôt de la criminalité, tantôt du chômage. Gerhardt Schröder, le ministre-président social-démocrate du Land de Basse-Saxe, vient ainsi de déclarer qu'il n'était pas question que son parti abandonne le thème de la «lutte contre l'insécurité» sous peine de perdre encore plus de voix dans l'électorat ouvrier !

Cela fait certes bien longtemps que les sociaux-démocrates ont un mépris profond de la classe ouvrière. Mais s'ils l'affichent aujourd'hui de cette façon, c'est qu'ils ne veulent surtout rien lui promettre. L'Allemagne impérialiste est en crise profonde, le chômage y grimpe en flèche (à Hambourg, il est passé de 8,6 % lors des dernières élections locales en 1993, à 12,9 % aujourd'hui), et les plans de licenciements se multiplient. Rien qu'en une semaine, on a par exemple annoncé la fermeture de l'usine Alcatel-SEL de Mannheim, celle des chantiers navals Vulkan de Brême, et confirmé qu'à la suite de l'ouverture des services postaux à la concurrence dès janvier 1998, 30 000 emplois y seraient menacés. Dans ces conditions, il serait nécessaire pour les travailleurs, s'ils ne veulent pas voir leur situation se dégrader encore plus, de mettre un coup d'arrêt à cette dégradation incessante de leurs conditions de vie. Il faudrait faire ravaler au patronat son avidité à maintenir ses profits en faisant payer la crise à la classe ouvrière et en revenant sur les acquis sociaux concédés pendant la période d'expansion d'après-guerre. Préparer la classe ouvrière à se battre pour ses objectifs, c'est ce qu'on pourrait attendre d'un parti représentant réellement celle-ci.

Mais le SPD, lui, se contente de faire de la démagogie sécuritaire et développe des arguments aux relents xénophobes. C'est une politique criminelle, car elle ne peut à terme que favoriser la division de la classe ouvrière et la montée des courants les plus réactionnaires.

En effet, une autre caractéristique du scrutin qui vient d'avoir lieu est la persistance d'un courant d'extrême droite non négligeable, comme on a déjà pu l'observer dans d'autres grandes villes comme Berlin ou Francfort-sur-le-Main. Si pour l'instant ce courant demeure, électoralement, moins puissant qu'en France, il n'en continue pas moins de représenter une menace. A Hambourg, avec au total 6,9 % des voix, contre 7,6 % il y a quatre ans, les partis d'extrême droite (la DVU, les Republikaner et le NPD) régressent un peu par rapport à 1993 mais ils progressent dans les élections aux conseils locaux dans les districts populaires de Hambourg-Centre (où ils totalisent 11,6 % des voix) ou de Harburg (11 %).

Et il est à craindre que la longue campagne électorale qui s'annonce au niveau national (les prochaines législatives sont prévues dans tout juste un an, en octobre 1998) ne soit marquée par un débordement d'arguments nationalistes (contre l'Euro), xénophobes et réactionnaires.

H.M

Italie

La manifestation du 20 septembre

A l'appel des confédération sateurs, plusieurs centaines d que plusieurs dizaines de mill

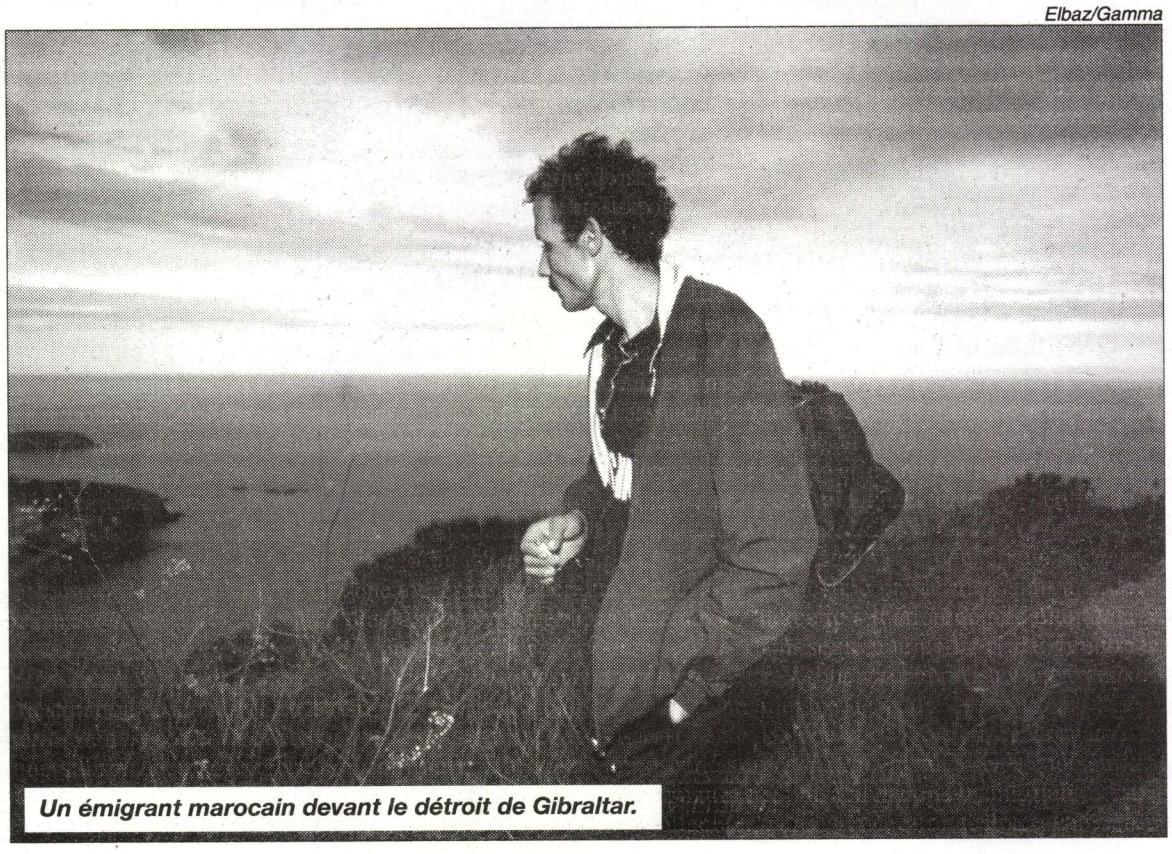
Il s'agissait de répondre aux manifestations orchestrées une semaine plus tôt par Umberto Bossi et son mouvement, la Ligue du Nord, qui prônent la sécession de la partie nord de l'Italie, la partie la plus riche, pour laquelle Bossi a même trouvé un nom : la « Padanie ».

Il y a déjà plusieurs années que le mouvement de Bossi a fait irruption sur la scène politique italienne. Accusant « Rome la voleuse » et le Sud pauvre de vivre aux crochets de la « Padanie », il a développé une démagogie faite pour plaire à la petite bourgeoisie et aux couches aisées du Nord. Bossi les a caressées dans le sens du poil en déclarant que les

Espagne

LES ÉMIGRANTS DANS LE D

Elbaz/Gamma



Un émigrant marocain devant le détroit de Gibraltar.

L'été est l'époque de l'année pendant laquelle des milliers d'émigrants africains, surtout marocains fuyant la faim et la misère, essayent de traverser le détroit de Gibraltar vers la péninsule ibérique, point de départ vers l'Europe.

Leurs conditions de vie désastreuses et la sévère politique anti-immigration des gouvernements européens, en particulier espagnol, les condamnent à une traversée qui se termine très fréquemment de façon tragique. Ils font le voyage dans de petites et fragiles embarcations de pêche artisanale que l'on surnomme maintenant « paterès » ou « embarcations de la mort ». Pleines à craquer, elles sont à la merci des grandes marées caractéristiques des eaux du détroit de Gibraltar ou du zèle persécuteur de la police espagnole, dont les vedettes abordent dangereusement les fragiles embarcations d'émigrants. De fait, fin juillet, le heurt entre une patrouille de surveillance du Service des Douanes et une « patère » chargée d'immigrants a fait sombrer cette dernière. Jusqu'à présent, on a retrouvé les cadavres de cinq victimes du naufrage.

Selon les chiffres officiels, pas entièrement fiables puisque les autorités essayent de minimiser le problème, de mai à fin juin il y aurait eu environ 100 morts (!) parmi les personnes qui ont tenté de traverser le détroit. Il est possible qu'il y en ait eu plus et il est possible aussi, faute de nouveaux chiffres, que de juin à septembre le nombre des victimes se soit considérablement accru, car tous les jours la presse fait état de la découverte de cadavres sur les plages marocaines ou sur les plages espagnoles proches du détroit. Les autorités espagnoles ont tenté d'étouffer l'ampleur de la tragédie par le silence et elles n'ont annoncé

RIPOSTER À BOSSI... ET AUX ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE

Olympia/Gamma

à Milan.

s syndicales italiennes, c'est un million de personnes selon les organi- milliers certainement, qui ont défilé samedi 20 septembre à Milan, ainsi ers à Venise.

impôts payés à l'État central seraient bien mieux employés s'ils restaient au Nord, utilisés à son seul profit et pas par exemple en faveur du Sud. Car dans les discours de Bossi, à la limite du racisme, le Sud est assimilé à un ramassis de paresseux et de mafieux, sans parler des immigrés, qui seraient à jeter dehors.

Cette démagogie de bas étage a malheureusement trouvé du répondant au niveau électoral et y compris dans une partie de la classe ouvrière, et il est en effet nécessaire d'y répondre. A un moment où la gauche italienne est engagée dans le soutien au gouvernement Prodi, Bossi tente d'attirer à lui tous les mécontents que cette politique provoque, et il multiplie les provocations. Dans un discours qui tient de la farce, il proclame qu'il ne reconnaît plus l'autorité de Rome, que désormais la sécession de la « Padanie » est un fait irréversible, et va même organiser le 26 octobre prochain des élections pour un « Parlement padan ».

La manifestation de Milan est donc de la part des organisations syndicales italiennes une démonstration de leur force et du fait que des millions de travailleurs en Italie ne se laissent pas prendre à la démagogie de Bossi, et qu'elle leur fait même horreur. Il y a cependant à regretter que, du fait de la politique des directions syndicales, cette démonstration soit pour le moins ambiguë.

La démagogie de la Ligue du Nord aurait certainement eu moins de prise si, depuis des années, les dirigeants confédéraux – et ceux des partis de gauche – n'avaient pas prêté main-forte aux gouvernements et à la bourgeoisie pour une politique d'austérité comportant des attaques en règle contre les travailleurs et se traduisant par une dégradation continue de la situation de larges couches populaires.

Dirigeants syndicaux et dirigeants des partis de gauche ont ainsi contribué à rejeter une partie de l'électorat populaire du côté de la Ligue du Nord – ou au sud du côté des néofascistes. En vidant la politique de la gauche, devenue gauche gouvernementale, de tout contenu positif pour la classe ouvrière et les classes populaires, ils ont contribué à démoraliser celles-ci. Le vote pour la Ligue du Nord ou pour les néofascistes, souvent considéré comme le seul « vote de protestation » possible, en est le résultat.

Alors on peut se féliciter sans doute du succès des manifestations de Milan et Venise, en tant que réponse au sécessionnisme de Bossi. Mais elles ont aussi montré que les confédérations syndicales n'ont pas changé. Les drapeaux et discours tricolores tenaient une grande place dans les manifestations et en faisaient aussi une démonstration de fidélité à l'État et au gouvernement, voire au pape qui a fait lui aussi l'objet d'une partie des critiques de Bossi…

Au moment où le gouvernement Prodi, appuyé par la gauche, prépare de nouvelles attaques contre les droits sociaux des travailleurs – les retraites notamment –, une riposte unie de la classe ouvrière serait nécessaire. Elle aurait la force, les démonstrations du 20 septembre l'ont montré, de mettre en échec la politique du gouvernement et des patrons. Mais de la part des dirigeants syndicaux, les manifestations contre Bossi servent d'alibi, voire de diversion, plutôt qu'à rassembler les forces de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts et de ses perspectives de classe.

Ce serait pourtant aussi le seul moyen de couper définitivement l'herbe sous le pied de Bossi et de tous les démagogues de son acabit.

André FRYS

ÉTROIT DE LA MORT

l'apparition des cadavres que plusieurs jours après.

Autour du passage clandestin des émigrants, un commerce lucratif s'est développé, contrôlé par des mafias marocaines et espagnoles. Ces « marchands de mort » font habituellement payer jusqu'à 200 000 pesetas (plus de 8 000 F) la traversée en « patère ». Et si les émigrants réussissent à échapper à la mort et au grand dispositif de contrôle des autorités espagnoles, ils auront encore à débourser 150 000 pesetas (6 000 F) pour obtenir de faux papiers.

L'autre alternative : l'assignation en camp d'accueil

La destination de la majorité des émigrants en provenance de l'Afrique subsaharienne (Nigeria, Mali, Côte d'Ivoire…) ou de pays arabes comme l'Algérie, l'Irak ou la Libye, est couramment les villes espagnoles de Ceuta ou Melilla, situées en territoire marocain. On y entre clandestinement (après avoir payé 30 000 à 40 000 pesetas aux mafias) avec l'espoir de se rendre légalement dans la péninsule ou dans l'attente d'une « patère ».

Pour les émigrants d'Afrique Centrale, se rendre dans ces villes est une rude odyssée. La traversée du désert du Sahara du sud au nord (une distance presque trois fois plus grande que la largeur de l'Espagne) les oblige à vendre tout ce qu'ils possèdent pour pouvoir payer un moyen de transport. Aux fatigues du voyage, s'ajoute la crainte de se perdre au milieu du désert, ce qui équivaut à une mort presque certaine. Selon les déclarations d'un émigré nigérian à la presse, « *la moitié des convois se perdent et tous leurs occupants trouvent la mort* ».

Quand ils réussissent à arriver, ces émigrants se voient imposer des conditions très humiliantes par le gouvernement espagnol. Depuis le début de l'année, on a trouvé dans la ville de Melilla, 800 émigrants subsahariens et algériens dans des conditions qualifiées par les organisations humanitaires de « *en dessous de la dignité humaine* ». Dans ces camps, appelés par euphémisme des « centres d'accueil », ils dorment en plein air ou dans des véhicules destinés à la casse, ils n'ont qu'un repas par jour, manquent des conditions d'hygiène élémentaires ; les services médicaux sont insuffisants, ils n'ont pas l'eau potable ou dans le meilleur des cas, ils ont de l'eau pendant trois heures et demie par jour. L'un des émigrants a qualifié ces camps de « *camps de déportation* ».

Le gouvernement espagnol ne se préoccupe pas le moins du monde de cette situation dégradante. A la fin, seule une petite partie d'entre eux obtiendront un visa valable deux mois, et les autres seront expulsés. L'an dernier les agissements du gouvernement ont fait scandale lorsqu'il expulsa près de 100 émigrants africains, embarqués de force dans un avion et mis sous calmants pendant le voyage « *pour qu'ils ne provoquent pas d'incidents* ». La réponse du chef du gouvernement, José Maria Aznar, avait atteint le comble du cynisme : « *Il y avait un problème et il a été résolu* ».

Le chemin de l'Europe

Une fois en Espagne, la majorité de ces immigrants essaye de se rendre dans un autre pays européen, principalement la France, l'Italie ou l'Allemagne. Ceux qui restent en Espagne sont employés surtout par des entreprises agricoles, comme main-d'œuvre bon marché et surexploitée, sans permis de travail, par exemple dans les régions d'Almeria, de Huelva, de Valence ou Lerida.

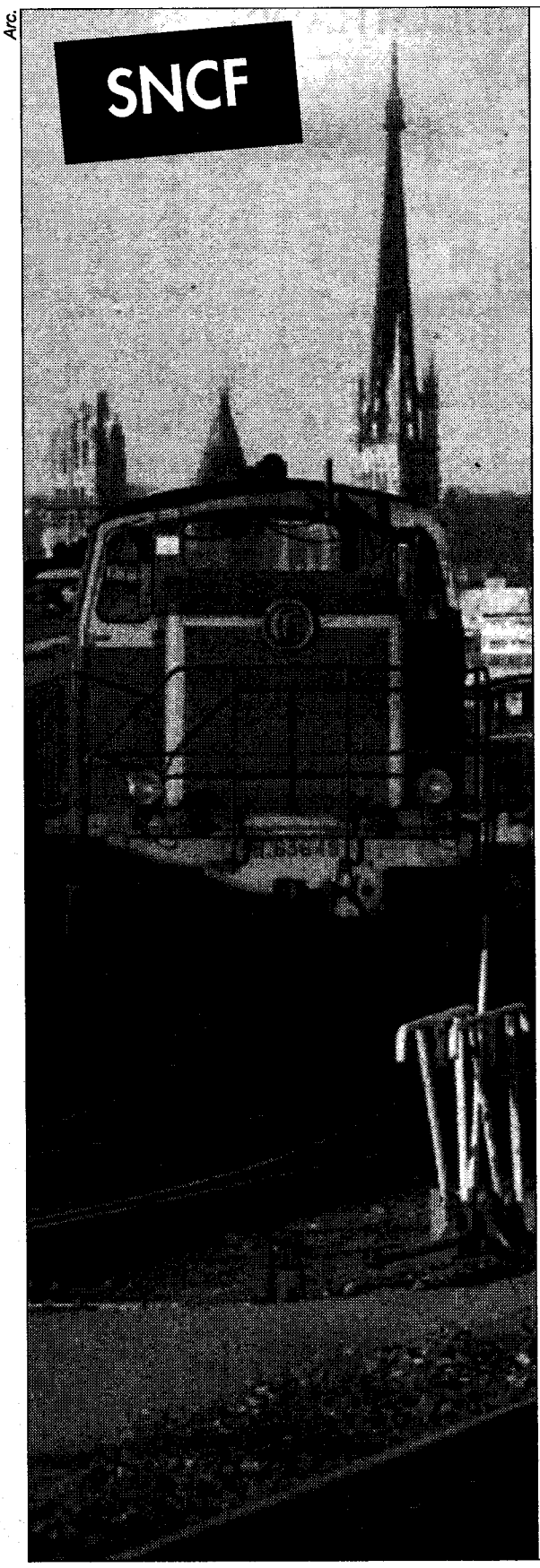
Ceux qui veulent traverser la frontière vers l'Europe tombent aux mains des mafias qui contrôlent ce trafic humain et qui de Cadix les transportent par la côte méditerranéenne jusqu'aux ports frontière de la Jonquera en Espagne ou du Boulou en France après avoir pillé une fois de plus la bourse des émigrants (100 000 pesetas par voyage).

Le voyage de plus de 1 000 kilomètres s'effectue, entassés dans de petits compartiments installés dans des camions ou des fourgonnettes. L'interception d'un de ces véhicules révéla que 16 personnes voyageaient dans un espace qui n'avait que 40 centimètres en hauteur. A la fin août, on a trouvé à Valence les cadavres de quatre Marocains qui avaient trouvé la mort dans l'un de ces véhicules, asphyxiés par les émanations d'oxyde de carbone.

Il est certain que les mafias qui contrôlent le passage des émigrants en profitent pour tirer de substantiels profits de la misère et du désespoir. Mais les principaux responsables de cette situation sont les patrons et les gouvernements européens qui, lors de l'expansion économique, ont utilisé la main-d'œuvre de millions d'émigrants d'autres pays et d'autres continents et qui maintenant, en pleine crise économique, prennent les émigrants comme boucs émissaires d'une situation sociale désastreuse qu'ils ont eux-mêmes provoquée.

Ces patrons qui ne se gênent pas pour surexploiter les émigrants dits illégaux, ces gouvernements qui épuisent les richesses des pays africains, au profit de leur propre bourgeoisie et maintiennent des gouvernements dictatoriaux au service de leurs intérêts sont les principaux responsables de ces morts de l'émigration.

Ce sont les seuls étrangers qu'il faut expulser.



Arc.

Triage de Rouen-Port (Sotteville)

■ SUPPRESSIONS DE POSTES, RESTRUCTURATIONS, ÇA SUFFIT!

Les cheminots de l'Établissement Exploitation SNCF de Rouen-Port/Sotteville se sont mis en grève le 16 septembre, pour dire non aux suppressions de postes et aux restructurations. En 1996 la direction avait déjà présenté un plan de restructuration des chantiers de manœuvre pour supprimer 9 postes. Cela entraînait une détérioration des conditions de travail et une perte de salaire (moins de nuits, moins de dimanches). Elle justifiait son plan par la baisse du trafic marchandises. Une mobilisation l'avait contrainte à la retirer.

Mais en mai dernier, le chef d'Établissement a présenté une nouvelle mouture, cette fois avec 7 postes en moins. C'est encore la mobilisation, fin juin, qui l'a obligé à reporter son projet. Il a mis alors à profit les vacances pour préparer la restructuration, qu'il veut mettre en place au 1er octobre.

Les organisations syndicales ont donc organisé des assemblées générales et devant l'attitude de la direction qui justifiait : «*Il faut savoir s'adapter, augmenter la productivité*» et déclarait qu'il fallait s'attendre à d'autres suppressions en 1998, la grève reconductible a été votée pour le 16 à partir de 4 heures du matin.

Ceux qui ont voté la grève voulaient mettre un coup d'arrêt à toutes ces suppressions d'emplois alors que le trafic fret est en augmentation, que nous avons des repos en retard, que nous ne pouvons pas avoir nos congés comme nous voulons.

Au cours des différentes audiences chacun exprimait son opposition aux suppressions et essayait de démontrer sur des exemples vécus que nos conditions de travail allaient encore se détériorer. Des camarades demandaient face à tel ou tel incident comment procéder dans le cadre de la nouvelle organisation. La direction répondait : «*On n'organise pas un chantier en fonction des incidents. Les incidents se règlent au cas par cas, etc.*»

Face au blocage de la situation et sans perspective d'extension dans l'immédiat, la reprise a été votée après trois jours de grève. Mais si nous n'avons pas fait céder la direction cette fois, cela peut être un avertissement.

Correspondant LO

■ QUAND LES CADRES VEULENT CASSER LA GRÈVE, ÇA FAIT DES DÉGÂTS

Au 3e jour de grève, la direction a voulu faire des trains. Au triage de Rouen-Port ce sont des cadres qui se sont mis aux manettes d'un poste d'aiguillage. Alors qu'ils faisaient manœuvrer un train de blé, ils ont fait une fausse manœuvre. En plein centre ville, quatre wagons placés en milieu de rame ont déraillé, une caténaire a été arrachée, et un pilône qui supporte une rue juste au-dessus a été arraché. La circulation des trains a été bloquée bien sûr, mais aussi celle des voitures et des camions.

Résultat : plusieurs millions de dégâts et surtout des tonnes de ridicule pour la direction, étalées devant les journalistes et la télé locale…

Ateliers de Quatre-Mares (Sotteville-lès-Rouen)

■ MOBILISATION POUR L'EMBAUCHE DE 3 CES

Depuis plusieurs mois, les cheminots des ateliers SNCF de Quatre-Mares à Sotteville-lès-Rouen exigent de la SNCF l'embauche de 3 ouvriers en Contrat Emploi-Solidarité (CES).

Ces trois camarades travaillent depuis des mois aux ateliers et effectuent des travaux de maintenance pour 2500F par mois. En plus la SNCF leur retire 100F pour une cotisation chômage.

En juillet, une pétition a circulé (environ 600 signatures). Des assemblées générales ont eu lieu rassemblant 300 travailleurs avec des délégations envoyées à la Direction Régionale.

Le directeur de Quatre-Mares a tenté de désamorcer ce mouvement de mécontentement en disant dans un premier temps qu'il ferait tout pour trouver un emploi à ces camarades.

Enfin, dans une lettre aux délégués, la direction régionale annonçait qu'elle n'embaucherait pas ces camarades : après des tests psycho ces derniers n'étaient paraît-il pas assez compétents et assez formés pour devenir cheminots.

Cette lettre choqua de nombreux travailleurs de Quatre-Mares. Certains d'entre eux disant : «*Ils se moquent de nous, trop qualifiés ou pas assez, trop ou pas assez intelligents, de toute façon ils ne veulent pas embaucher, ce sont des prétextes…*»

À ce jour les démarches pour faire embaucher ces 3 camarades continuent. Rien ne dit que les cheminots de Quatre-Mares accepteront qu'ils soient jetés sur le pavé.

Correspondant LO

Hôpital de Montargis (Loiret)

UNE BONNE RECETTE

À l'hôpital de Montargis, deux jours de grève ont suffi aux travailleurs des cuisines pour faire ravaler sa copie à la direction de l'hôpital. Celle-ci voulait, à l'occasion d'un contrôle de l'URSSAF, revenir sur un acquis de plus de quarante ans qui accordait au personnel des cuisines la gratuité des repas, pris sur une demi-heure de pause non payée.

Les 42 personnes qui travaillent aux cuisines ont décidé de se mettre en grève illimitée, ne préparant que les repas des malades. Cela leur laissait le temps de faire le tour des autres services pour expliquer les raisons de leur mouvement. Elles annonçaient aussi qu'elles ne prépareraient pas le «lunch» commandé par des médecins pour le départ en retraite de l'un d'eux, ni les bons petits repas pris sous différents prétextes par les médecins et cadres dans une salle très luxueuse. L'affaire devenait sérieuse !

Au bout de deux jours, la direction a proposé que le personnel des cuisines paye désormais ses repas mais que la demi-heure de pause lui soit payée sous la forme d'une prime de 22F par jour. Le repas dépassant rarement les 9 à 10F, les grévistes ont estimé qu'ils étaient gagnants et sont retournés aux fourneaux, bien contents d'avoir démontré que, contrairement à ce qu'on croit, les ventres affamés ont de bonnes oreilles.

Correspondant LO

Vrais problèmes et faux discours

Comme prévu, les entrées à l'école d'aides-soignants seront réduites à quinze, et ce pour au moins les trois années à venir !

Moins d'aides-soignants ? Alors que des inquiétudes pèsent sur les remplacements des départs en retraite, et que tout le monde sait qu'il en faudrait plus dans les services.

Loin de tous ces «détails», la direction préfère essayer de nous passionner pour ses «valeurs» oiseuses : projet d'établissement, conseils de services, forum bidon, et tout le bla-bla-bla.

Il est grand temps de lui préparer l'électrochoc.

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** *CHRU Clermont-Ferrand du 13/09/1997*

CINE-PLEYEL

À la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis, mardi et mercredi derniers, les directeurs et le président du Conseil d'Administration étaient en séminaire à Pleyel.

Pour marquer leur passage, ils ont déployé les grands moyens. Pas en annonçant de l'embauche, ni une amélioration de l'accueil. Mais en faisant venir la télé, qui a filmé les guichets sous le meilleur angle, pour qu'on ne voie pas trop de monde et qu'on aperçoive même des sièges libres.

Et pour faire bien, un écran télé a même été installé de toute urgence, sans lésiner sur le coût, pour diffuser des infos CAF dans la salle des guichets.

Les files d'attente énormes, le fait que les guichetiers reçoivent chacun 78 allocataires par jour, ça ne sera pas dans le film.

Comme la direction occupait toutes les places de parking ce jour-là, c'était encore plus galère que d'habitude pour se garer à Pleyel.

La voiture d'une collègue a même été enlevée par la fourrière. Merci patron !

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** *Caisse d'Allocations Familiales – région parisienne du 15/09/97*

SNCF

Orléans-lès-Aubrais (Loiret)

LES CONDUCTEURS EN GRÈVE

■ À Orléans-lès-Aubrais, comme c'est traditionnel à chaque changement de service (hiver ou été), nous ne nous attendions pas à des cadeaux de la part de la direction. Ces services sont toujours l'occasion pour elle de nous faire faire plus de kilomètres avec le même effectif, donc avec des conditions qui empirent.

En cette rentrée, c'est encore le cas avec des « performances » consistant à loger six journées de travail sur cinq jours de calendrier par exemple, avec des repos journaliers très réduits. De plus la direction prend prétexte de travaux pour supprimer le seul train direct qui permettait aux usagers d'aller jusqu'à Bordeaux sans changer, train qui était assuré par des conducteurs des Aubrais.

Malgré le dépôt d'un préavis de grève par la CGT, CFDT et FGAAC (autonomes), la SNCF n'a rien voulu savoir. Et vendredi 19 septembre, lors d'une assemblée, nous étions 45 à décider de la grève. La grève a été revotée chaque jour en AG où nous étions entre 45 et 75 (sur 200 conducteurs), car la direction, malgré quelques aménagements, ne voulait rien céder. Le pourcentage des grévistes a varié entre 50 et 65 %.

Lundi 22, puisque la direction locale s'estimait impuissante, nous sommes allés à 35 à la direction régionale de Tours, pour nous entendre dire par le directeur qu'il ne comprenait pas les raisons de notre grève. Sur place, nous avons retrouvé 45 camarades de Vierzon, eux aussi en grève depuis le jeudi 18 à la quasi-unanimité et qui ont eu la même réponse !

Puisqu'ils ne comprenaient pas, nous avons renforcé la grève par la mise en place de piquets. Nous étions 83 % de grévistes ce mardi 23 septembre. À Vierzon aussi, le directeur a eu sa réponse, puisque nos camarades sont en grève. La grève a été revotée ce même jour en AG qui a réuni 75 d'entre nous, et à Vierzon, ils ont fait de même en poursuivant le blocage de certains trains.

Malgré les quelques petites promesses officielles d'embauche, la politique de la SNCF est la même : toujours plus de boulot pour moins d'effectifs, pour des salaires bloqués. Mais ses tentatives ne sont pas restées sans réaction.

Ainsi, outre les conducteurs de Vierzon avec lesquels nous sommes en contact quotidien, nous savons que des mouvements de grève se poursuivent à Montluçon depuis près de quinze jours contre la suppression de six postes et la menace de fermeture à terme du dépôt. À Bordeaux, les conducteurs ont posé la sacoche sans préavis depuis le 19 au soir, contre l'aggravation des roulements et aussi parce que tout le monde était scandalisé qu'il ait fallu 13 morts pour que la SNCF et les pouvoirs publics annoncent le déblocage de crédits pour la construction d'un pont à Sainte-Foy.

Les discussions, chez les grévistes comme chez les cheminots des autres services qui regardent la grève avec sympathie – certains parlent de s'y mettre aussi –, tournent toutes autour du manque criant d'effectifs et de la nécessité de ne plus se contenter de promesses.

Correspondant LO

Dépôt de Vierzon

GRÈVE TOTALE DES 110 ROULANTS

■ Depuis vendredi 19 septembre c'est la grève à 100 % au dépôt SNCF de Vierzon, à l'appel de la CGT, la CFDT et la FGAAC.

De roulement en roulement, nos conditions de travail ne cessaient de s'aggraver. Une augmentation de 23 % de la productivité se marque sur les nouveaux roulements par une multiplication des coupures et attentes entre les trains. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Nous avons retardé des trains, sommes montés à la direction à Tours lundi, avec nos camarades des Aubrais, demander des comptes à la direction. Celle-ci fait la sourde d'oreille, mais il faudra bien qu'elle réponde aux revendications !

La journée d'action du 8 octobre à la SNCF

Quatre fédérations syndicales de cheminots, la CGT, la CFDT, FO et la FGAAC (Fédération Autonome des Agents de Conduite), appellent à une journée nationale d'action le 8 octobre, deux jours donc avant le « sommet social » du gouvernement au cours duquel devrait être abordée la situation des salaires, de l'emploi et du temps de travail à l'échelle de l'ensemble des travailleurs du pays.

Ce 8 octobre arriverait ainsi tout à fait à point pour que les cheminots, entre autres travailleurs, puissent faire entendre leurs revendications et leur mécontentement accumulé.

Les revendications mises en avant pour cette journée sont d'ailleurs à l'unisson de celles du sommet. Car à côté de celles qui concernent plus précisément les cheminots (comme la préservation de leur régime de protection sociale et le refus des restrictions en matière de circulation à bord des trains), les syndicats de cheminots déclarent appeler pour « *le niveau des salaires et retraites, l'emploi, l'exigence d'une loi-cadre sur la réduction du temps de travail à 35 heures voire 32 sans perte de salaire* ». S'il y a des revendications générales qui concernent l'ensemble de la classe ouvrière, ce sont bien celles-ci, qui touchent aux salaires, aux horaires de travail, aux embauches.

Cependant, Bernard Thibault, à la fois secrétaire de la fédération CGT des cheminots, membre du Comité confédéral national et bras droit de Viannet, s'est élevé avec vigueur contre l'idée d'étendre ce 8 octobre, ne serait-ce qu'à des secteurs particulièrement concernés aujourd'hui, comme les Télécoms et l'Énergie. Le communiqué d'appel au 8 octobre à la SNCF, publié par la CGT, la CFDT, FO et la FGAAC, s'il parle « *d'une journée nationale d'action unitaire* » et de « *grève nationale* », appelle aussi dans le même temps à des « *arrêts de travail* » locaux, laissés à l'initiative de chacun.

Les prochains jours montreront si les syndicats cheminots ont la volonté de mobiliser réellement leurs militants sur le terrain, afin de se donner tous les moyens pour que, au moins, la journée du 8 octobre soit un succès. Ce qui est certain, c'est que plus la participation sera massive, plus cela contribuera à donner confiance aux travailleurs et plus seront fortes les chances d'une suite qui est indispensable.

Lucienne PLAIN

Renault Véhicules Industriels Saint-Priest (Rhône)

NON A L'ANNUALISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Lundi 22 et mardi 23, les ouvriers de l'usine « Ponts » de RVI ont massivement débrayé contre un projet d'annualisation du temps de travail que la direction voudrait faire passer pour tout le groupe.

Il s'agirait de pouvoir allonger le temps de travail jusqu'à 46 heures par semaine en période « haute », avec une augmentation de l'horaire journalier ou des samedis travaillés. Les heures supplémentaires ne seraient pas payées et récupérées en période « basse », ce qui éviterait le chômage partiel.

La direction a fait allusion à des « contreparties » mais sans rien préciser. En tout cas, ce n'est pas l'augmentation de salaire de 0,5 % au 1er octobre ni la prime exceptionnelle de 900 F en septembre, qui viennent d'être annoncées, qui peuvent être considérées comme des contreparties.

À l'usine Ponts, mercredi 17 et jeudi 18, la CFDT et la CGT ont organisé en commun des réunions d'information syndicale qui ont regroupé beaucoup plus de monde que d'habitude, en particulier chez les travailleurs du Montage. Nous nous sommes mis d'accord pour nous réunir mardi 23 afin de préparer une action au siège de RVI, à la Part-Dieu à Lyon, le mercredi 24, où la direction devait de nouveau rencontrer les syndicats. Mais voilà que vendredi 19, la direction a annulé la réunion du 24 en la reportant à la mi-octobre.

Puisqu'il n'y avait plus d'échéance précise, certains ouvriers voulaient donc débrayer sans attendre. Le lundi 22 au Montage, à l'Usinage et à la Maintenance, un débrayage a regroupé 80 ouvriers sur environ 120 présents.

Après avoir vu le patron des Ponts, qui disait ne rien savoir des projets de la direction, l'assemblée générale a décidé de refaire deux heures de grève mardi, mais de redébrayer ce lundi en fin de poste pour donner, à ceux de l'équipe d'après-midi, un tract les appelant à nous imiter.

Mardi 23, de nouveau, les deux équipes ont débrayé, mais seulement une heure chacune. Il a été décidé de faire un tract pour les travailleurs de l'usine de Vénissieux. Le projet touchant tout le groupe, chacun est bien conscient que, pour que la direction cède, il faudrait un mouvement sur l'ensemble du groupe.

Correspondant LO

EDF-GDF

Le 8 octobre PARTICIPER AU MOUVEMENT MAIS POUR NOS REVENDICATIONS !

Manifestation en novembre 1993.

La CGT d'EDF-GDF a décidé d'appeler à une «quinzaine d'action sur les revendications du 23 septembre au 8 octobre» qui culminera le 8 par une manifestation à Grenoble où la participation de Louis Viannet a été annoncée.

A l'origine il s'agissait de protester contre les menaces pesant sur la «*filière nucléaire française*» à la suite des décisions du gouvernement d'arrêter définitivement la centrale de Superphénix et de renoncer à construire le réacteur nucléaire du Carnet, près de Nantes.

Par la suite, la CGT a introduit toute une série de revendications pour «*le développement du service public et l'emploi*». Et c'est tant mieux, car pour les agents les véritables problèmes ne sont pas ceux de la défense de la «filière nucléaire», qui, soit dit en passant, n'est pas vraiment menacée par les décisions gouvernementales. La France est en effet suréquipée en centrales nucléaires, au point de vendre des quantités énormes d'électricité aux pays voisins. Quant à Superphénix, elle n'a jamais eu besoin des autorités pour s'arrêter tant les pannes ont été nombreuses...

Cela dit le choix de Grenoble n'est pas l'effet du hasard : c'est la grande ville la plus proche de Creys-Malville, le site de Superphénix. C'est donc bien sur la défense du nucléaire que veut insister la CGT. Quitte à se retrouver sur le même terrain et du même côté que la direction d'EDF qui combat aussi depuis toujours pour le nucléaire et Superphénix.

Pourtant cette direction resserre la vis contre le personnel depuis des années. Elle diminue les emplois, comme dans le privé. En 1997 près d'un millier d'emplois ont disparu sur un peu moins de 120000, à EDF. Et cela devrait continuer. Enfin, comme partout les salaires sont à la traîne.

Voilà les vrais problèmes, ce contre quoi il faut vraiment se battre, et ce pour quoi les travailleurs d'EDF ont intérêt à participer aux mouvements appelés par la CGT.

Correspondant LO

OÙ SONT DONC PASSÉES LES «32 HEURES PAYÉES 35» ?

Le 31 janvier 1997, les directions d'EDF-GDF annonçaient à grand renfort de publicité la signature d'un accord social pour «*la réduction du temps de travail et l'embauche de 15000 jeunes*». Accord signé avec la CFDT, la CFTC, et la CGC, mais pas la CGT, le syndicat majoritaire, ni FO. Il s'agissait de travailler 32 heures payées 35, ce qui se traduisait donc par une baisse des salaires. Et la direction, «en échange», voulait imposer une flexibilité accrue. Cela ne pouvait s'appliquer, en principe qu'aux volontaires et aux nouveaux embauchés. Les modalités des horaires, de la flexibilité, etc., devaient résulter d'accords locaux... valables eux pour l'ensemble du personnel.

Où en est-on ? C'est difficile à dire : la direction ne publie aucun chiffre, c'est l'opacité totale ! Ce qui est certain, c'est que son affaire est loin de marcher comme elle aurait voulu. Bien peu d'agents ont choisi les 32 heures. Moins d'une vingtaine d'accords locaux ont été signés sur les 201 «unités» (centres, groupes, centrales, etc.) que compte EDF-GDF.

Pour motiver les chefs d'unité, qui n'ont pas l'air enthousiastes, la direction nationale du personnel les a réunis pour leur démontrer l'intérêt de l'accord. Elle leur a expliqué que l'embauche des 15000 jeunes ne ferait pas augmenter l'effectif, mais par contre qu'il devrait y avoir baisse de la masse salariale par la baisse du nombre des heures travaillées (dont des heures supplémentaires), par la baisse du salaire moyen avec l'entrée des jeunes, et aussi grâce aux exonérations de charges sociales liées au temps partiel.

Là où des accords locaux ont été signés, le résultat est souvent éloquent. Ainsi dans le «*centre EDF-GDF service Yonne*» l'accord a permis 32 embauches. Belle victoire qui amènera les effectifs de 447 à... 438 en trois ans. Soit 9 de moins. Vive «l'embauche des jeunes» !

Dans le «*centre Paris-Tour Eiffel*», le projet prévoit une extension de l'amplitude des horaires qui passeraient à 7h30-20h en semaine et 7h30-12h30 le samedi, bien plus qu'aujourd'hui. Or en accueil clientèle le manque d'effectifs est déjà flagrant. Certains agents «marchent» aux anti-dépresseurs. Aux heures de pointe, avec ce système, la charge de travail va encore forcément augmenter...

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, beaucoup espéraient les 35 heures sans diminution de salaire. La déception a été rapide. La direction l'a confirmé à sa manière dans une note expliquant que «*l'arrivée d'un gouvernement de gauche devrait favoriser la signature des accords locaux dans la mesure où les objectifs de l'accord national apparaissent proches de ceux du gouvernement*». Proches du gouvernement, sans doute, mais proches du personnel, certainement pas !

Même des agents qui n'attendent que l'occasion que pourrait leur donner l'accord de partir en retraite anticipée s'inquiètent des conditions d'embauche des jeunes, corvéables et sous-payés, en pensant à leurs propres enfants.

Ajoutons que certains cadres sont également inquiets : ils ne voient pas comment ils pourront faire fonctionner leur service, en cas d'accord. Il faut quand même du monde pour faire «tourner la boutique» !

Quant aux syndicats signataires de l'accord national, ils sont eux aussi inquiets, car les élections de représentativité approchent : elles doivent avoir lieu le 20 novembre. Ces syndicats craignent de se discréditer avec des accords locaux trop ouvertement défavorables. Et eux aussi traînent des pieds. Quant à la CGT, la seule qui dénonce franchement les accords, elle tente des actions en justice contre les directions.

De toute façon, la grande opération d'EDF-GDF est pour le moment plutôt «un bide». Il n'en reste pas moins que pour contrecarrer la direction qui s'obstine et ne s'arrêtera pas, il faudra, là comme ailleurs, que les travailleurs lui donnent un coup d'arrêt.

Correspondant LO

EDF : Branchement sauvage de l'État

Depuis de longues années, l'État a l'habitude de puiser dans la caisse d'EDF-GDF lorsque c'est possible. Pas chaque année, mais souvent. En ce moment EDF-GDF a de l'argent. Son endettement diminue très vite et elle dégage de gros bénéfices. Pour l'État c'est particulièrement tentant. Malheureusement, pour obéir à une directive européenne, EDF-GDF a dû présenter sa comptabilité d'une manière différente, comme une véritable entreprise aux comptes distincts de l'État. Ceci au nom de la concurrence entre producteurs d'énergie en Europe.

Du coup, l'État a un petit problème légal pour prendre l'argent d'EDF. Qu'à cela ne tienne : la légalité, cela s'adapte aux besoins. L'État a prévu dans le projet de loi de finances pour 1998 une limitation de la déductibilité des provisions pour les entreprises concessionnaires de services publics. Cette notion, en apparence «générale», ne va s'appliquer dans les faits qu'à EDF et devrait permettre à l'État de récupérer ainsi 4 milliards de francs. Cela vaut donc la peine de charcuter les textes. Mais cela ne concerne pas le secteur privé, qui aurait pu lui aussi, en vertu de la même règle, avoir quelques milliards à verser à l'État.

Mais attention : la direction d'EDF-GDF doit obéir à l'État. Tandis que l'État, lui, obéit aux patrons !

Saint-Gobain-Desjonquères
Sucy-en-Brie (Val-de-Marne)

LES OUVRIERS EN ONT «RAS LE FLACON»!

À Saint-Gobain Desjonquères (à Sucy-en-Brie, dans le Val-de-Marne) la pression montait depuis longtemps. Au retour des vacances, le couvercle a fini par sauter. Il y a eu d'abord une série de débrayages qui n'ont rien donné, puis, à partir du 15 septembre, la grève totale, avec blocage de l'usine. Il n'y avait pas eu un tel mouvement depuis 1968.

Dans cette entreprise, qui fabrique essentiellement des flacons pour la pharmacie, on travaille en équipe, 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Mais à présent, si les équipes continuent à se relayer, c'est pour occuper en permanence l'entreprise, en particulier le terre-plein d'entrée. La nuit, les palettes qui brûlent réchauffent l'atmosphère, et toute la journée, les discussions et les annonces au micro se succèdent. Après plus de 10 jours de grève, la détermination est intacte.

Les grévistes réclament des augmentations de salaire et l'embauche de personnel supplémentaire. Dans cette entreprise en effet, le salaire de base n'est pas très élevé. Pour atteindre 8 à 10 000 F, il faut avoir une ancienneté de plus de 15 ans et travailler au rythme harassant des 4x8 : deux ou trois jours de 4 heures à midi, puis à nouveau deux ou trois jours de midi à 20 heures, puis encore deux ou trois jours de 20 heures à 4 heures. Au total, 7 jours d'affilée, samedi, dimanche et jours fériés inclus, soit des semaines de 56 heures. Pour se reposer, si l'on peut dire, il y a aussi des séries de 2 ou 3 jours, mais en finissant à 4 heures du matin et en reprenant ensuite le travail à 4 heures du matin, les nuits des repos sont bien courtes.

La verrerie est de toute façon un secteur où il n'y a pas beaucoup d'ouvriers qui font de vieux os. Rares sont ceux qui profitent longtemps de leur retraite. Les conditions de travail sont en effet épuisantes, elles aussi : travailler dans une chaleur qui dépasse souvent 60°, dans une atmosphère parfois irrespirable et dans un bruit assourdissant (110 décibels, le bruit d'un avion qui décolle...), cela finit par esquinter les plus costauds.

C'est pourquoi les grévistes demandent aussi de l'embauche. La création d'une cinquième équipe, qui diminuerait le temps de travail quotidien et permettrait des repos hebdomadaires plus longs, serait une première solution. Mais ce n'est pas l'opinion de la direction de l'entreprise. Pour elle, les progrès techniques ne doivent pas se traduire par des diminutions de temps de travail mais par des licenciements. Alors l'embauche de nouveaux collègues, pour les grévistes, c'est une revendication fondamentale.

Et une autre raison vient ajouter à la colère du personnel : le mépris affiché de l'encadrement et de la direction par rapport au personnel. Pas de négociation et pas de discussion. Comme le dit un des grévistes : «*Ici, c'est Germinal. L'homme, c'est le dernier de leurs soucis, ce qui les intéresse, c'est le fric*». Alors, la grève, c'est aussi une façon de réclamer un peu de respect.

Du côté financier justement, tout va bien pour le groupe. La presse économique a opportunément publié ces jours-ci les résultats du premier semestre 1997 : 52,85 milliards de chiffre d'affaires contre 40 l'an dernier, et 3,36 milliards de profits contre 2,05 il y a un an! Comparée à ces sommes-là, la masse salariale est vraiment dérisoire et les augmentations demandées ne représentent pas grand-chose...

Mais la direction a préféré, jusque-là, jouer la carte de la fermeté et même de la provocation. Elle a traduit douze grévistes, choisis un peu au hasard, devant le tribunal de référé de Créteil pour entrave à la marche de son entreprise et les a menacés de licenciement. En réalité, son coup fourré n'a pas tellement impressionné le personnel : l'usine n'est pas bloquée par douze grévistes mais par plusieurs centaines de travailleurs solidaires. Alors ils ont rajouté une nouvelle revendication à la liste : levée immédiate de toutes les menaces de sanction.

Car comme le disent les grévistes : «*C'est absurde : nous, on leur demande du personnel en plus et ils nous répondent par des menaces de licenciements!*». Mais il faudra bien que la direction finisse par entendre la colère du personnel.

Correspondant LO

ETG (ex-Chausson Gennevilliers) Hauts-de-Seine

LE PATRON REMET SA TOURNÉE. NOUS AUSSI!

En juillet dernier la direction d'ETG (ex-Chausson) à Gennevilliers avait cru que son plan de 350 suppressions d'emplois, incluant une application de la loi de Robien avec réduction des salaires, passerait comme une lettre à la poste. Au contraire, malgré la proximité des départs en vacances, une grève de deux semaines avait permis d'obtenir, entre autres résultats, le report du plan à une date ultérieure. Mais chacun savait que ce n'était que partie remise.

Dès la rentrée de septembre des assemblées se sont tenues, réunissant à chaque fois la grande majorité des travailleurs. L'ambiance y était toujours très combative. A tel point qu'à plusieurs reprises, pendant les heures de repas, plusieurs dizaines de travailleurs se sont réunis pour discuter des perspectives et de la nécessité de s'organiser face à la reprise prochaine des procédures de «plan social».

Beaucoup d'entre nous savent que nous sommes dans une situation identique à celle qu'ont connue les camarades de Chausson Creil : la fermeture à terme de l'usine. Et que donc nous devons avoir la même revendication qu'eux – personne ne doit rester sur le carreau – et la même détermination.

C'est dans cette ambiance que la direction a annoncé le mercredi 17 septembre que la prime d'intéressement était réduite de moitié par rapport à l'an passé. Dès le lendemain la réaction était unanime : les bureaux des chefs de département, en Tôlerie et aux Presses, furent assiégés par les travailleurs en colère. Ce qui prouve que, malgré la menace de plan, nous ne sommes pas prêts à lâcher quoi que ce soit.

Le vendredi 19, la direction annonçait un nouveau plan, le début de la procédure étant fixé au jeudi 25 septembre. En gros, il est du même tonneau que celui que nous avons refusé en juillet : 350 suppressions d'emplois, dont 123 FNE. Pour les autres, ETG compte «*discuter sur la loi de Robien*»... ce qui n'empêcherait pas que plusieurs dizaines de camarades soient purement et simplement licenciés. La direction prévoit des primes de licenciement de 60 000 F et l'accès à la «bourse de l'emploi Renault» en guise de reclassement.

Notons que la dite «bourse» propose des annonces du genre «*technicien supérieur, maîtrisant l'anglais et l'informatique*» mais rien pour les ouvriers, ni même pour la maîtrise.

Dès lundi 22 septembre des assemblées ont eu lieu dans les différents secteurs. Elles ont à nouveau fait apparaître notre détermination. La décision est prise d'une grande assemblée sur le temps de travail, au changement d'équipe, le jour du CE extraordinaire, le jeudi 25, où doit être entamée la procédure de plan. Il est fort probable que la direction recevra ce jour-là la visite des travailleurs.

Nos revendications restent les mêmes : aucune remise en cause de nos salaires, aucun camarade sur le pavé, ni dans le cadre de ce plan ni plus tard.

Correspondant LO

Grands Moulins de Strasbourg

RIEN DE TEL QU'UNE GRÈVE POUR FAIRE RÉFLÉCHIR UN PATRON

Aux Grands Moulins de Strasbourg, où nous sommes 160 ouvriers et employés, il a fallu faire grève pour imposer une augmentation de salaire.

Au cours du mois de juin, lors d'une assemblée du personnel appelée par la CGT, la direction était venue s'expliquer pour dire qu'elle «étudierait» nos revendications dont la principale était une augmentation de salaire de 800 F. Nous nous étions alors donné rendez-vous en septembre.

Une réunion du personnel fut fixée pour le mercredi 17 septembre. La veille, la direction organisa une réunion exceptionnelle des délégués, puis convoqua les travailleurs service par service pour nous dire, avec une pile de documents polycopiés à l'appui, qu'elle n'avait pas de sous pour nos revendications. Chacun sachant bien qu'elle venait de racheter trois moulins concurrents, ce baratin a fait déborder le vase!

Le lendemain à 14 h nous nous sommes donc retrouvés à plus d'une quarantaine à la réunion de la CGT, nous avons tous voté pour la grève et les portes ont été bloquées pour empêcher les camions d'entrer et de sortir avec le blé ou la farine.

Le blocage a duré toute la nuit suivante. Le matin, à l'arrivée des autres travailleurs certains sont restés au piquet et plusieurs sont allés convaincre leurs collègues de se joindre à nous. Vers 8 h nous étions plus d'une soixantaine, dont plusieurs qui faisaient grève pour la première fois.

Le patron a alors commencé à lâcher du lest. Après plusieurs allées et venues, une majorité de la soixantaine en grève a voté pour accepter ce que proposait la direction : 400 F brut d'augmentation, une prime exceptionnelle de 2 000 F brut et le paiement des heures de grève. Le travail a repris en début d'après-midi.

C'est un petit succès d'avoir obtenu assez rapidement 400 F sur les 800 F d'augmentation que nous demandions. «*Il y avait de gros clients en rupture de stocks*», a admis le patron. Rien de tel qu'une grève pour le faire réfléchir; il faudra s'en souvenir!

AXA-UAP

LA FUSION NE DOIT PAS SE FAIRE SUR LE DOS DU PERSONNEL

Plusieurs centaines de salariés se sont rassemblés vendredi 19 septembre devant le siège d'AXA, avenue Matignon à Paris, à l'appel de FO, de la CGT et de la CGC – selon les établissements.

Depuis novembre 1996, date à laquelle le patron d'AXA, Bébéar, a lancé une OPE (Offre Publique d'Échange) sur l'UAP, le processus de fusion se précise et ravive les inquiétudes du personnel en matière de garantie de l'emploi et d'avantages acquis.

Car parmi les salariés, personne n'est dupe : cette maxi-fusion financière a pour seul but d'accroître les profits des actionnaires du nouveau groupe. Bébéar leur a déjà promis un retour sur investissement de 15%. Et cela risque de se faire en grande partie sur le dos du personnel.

C'est ainsi que des centaines de licenciements ont déjà eu lieu ou sont en cours parmi les 8 000 commerciaux de l'UAP, pour «insuffisance de production» car, fusion oblige, les clients ne se bousculent pas…

D'autre part, AXA s'apprête à diviser le nouveau groupe en de nombreuses sociétés juridiquement distinctes. Les 27 000 salariés du groupe vont ainsi être «éclatés». Pour l'activité assurances proprement dite, ce sont au minimum cinq sociétés différentes qui seront créées. Les contrats de travail seront transférés à ces nouvelles entités et tous les accords collectifs seront dénoncés.

La direction se veut rassurante malgré tout et affirme que d'ici l'an 2000 elle ne procédera ni à des licenciements collectifs ni à des fermetures de site. C'est jouer sur les mots : les licenciements de commerciaux sont en effet des licenciements «individuels»; et puis deux ans, c'est de toute façon le délai nécessaire pour réaliser la fusion. Ces déclarations sont donc loin de rassurer les employés.

À la fin du mois de juin, alors que la direction ouvrait la procédure de consultation du CCE et des CE, des assemblées et manifestations du personnel avaient eu lieu dans plusieurs établissements (Marne-la-Vallée, Cergy-Pontoise, tour Assur à la Défense). Un rendez-vous avait été pris pour la rentrée afin de revendiquer «*un employeur unique et un statut unique sur la base des dispositions les plus favorables*».

À la tour Assur, à Paris-la Défense, la CGT, FO et la CGC ont appelé à la manifestation du 19 septembre, appel qui a été repris par des sections syndicales des établissements Le Peletier (Paris 9e), Cergy, Nanterre, 4-Septembre (Paris 2e) et Marne-la-Vallée. Dans les services, nombreux sont les employés qui pensent qu'il faut marquer le coup, employés d'AXA et de l'UAP réunis. Ceux qui sont venus à la manifestation étaient contents d'avoir fait entendre leur voix et leurs exigences, tout en sachant qu'il faudra encore se mobiliser, plus nombreux, pour pouvoir peser vraiment sur la direction et être en mesure de garantir à chacun l'emploi et le maintien des avantages acquis.

Correspondant LO

La manifestation devant le siège d'Axa, avenue Matignon, à Paris, le 19 septembre.

LO

Allianz Assurances
Charenton (Val-de-Marne)

Quatre ans plus tard

DU «PLAN SOCIAL» À LA PRÉCARISATION

325 salariés, cadres et employés, ont quitté Allianz au début de l'année 1993 à la suite d'un plan dit «social». Une partie d'entre eux étaient, certes, de vrais volontaires au départ, mais la plupart ne l'étaient pas du tout. Ils ont été poussés dehors avec des indemnités de licenciements allant, pour les employés, de 100000 à 200000F suivant l'ancienneté. Que sont-ils devenus quatre ans après?

S'il est difficile de le savoir pour bon nombre d'entre eux dont on est sans nouvelles, quelques-uns n'hésitent pas à raconter à leurs anciens camarades de travail avec qui ils sont restés en contact, leurs nouvelles conditions de vie.

Bien entendu, certains ont retrouvé des emplois fixes, parfois même mieux payés, parfois plus proches de leur domicile, mais c'est loin d'être le cas pour tous.

Les reclassements externes par l'intermédiaire de la cellule emploi mise en place par la direction devaient, aux dires du cabinet de placement chargé de l'opération, le Cabinet MOA, aboutir à un taux de 80% de réussite. Belle promesse! Sur environ 200 personnes passées entre les mains de ce cabinet, suivant les propres chiffres de la direction d'Allianz, deux ans après les licenciements, 19 salariés seulement avaient retrouvé un nouvel emploi par ce biais. Même pas 10%!

Un jeune cadre de 32 ans, sûr lors de son départ de retrouver du travail dans les deux mois, a dû, pendant plus d'un an et demi, adresser deux cents CV à droite et à gauche. Le tout pour ne recevoir qu'une trentaine de lettre de réponse et être convoqué à… trois entretiens. Finalement il a accepté, près de deux ans plus tard et en désespoir de cause, le seul emploi proposé : cadre dans une autre compagnie d'assurance… mais avec 3000F de moins de salaire mensuel.

Une autre cadre, elle, a eu moins de mal à retrouver un emploi mais elle doit se contenter de 11000F au lieu des 15000 F qu'elle avait à Allianz.

Bien entendu, ce ne sont pas les plus à plaindre. Certains sont loin d'avoir des salaires de ce niveau. Certains n'en ont pas du tout. D'autres sont restés beaucoup plus longtemps au chômage. Tel cet employé, rédacteur qualifié, qui, après avoir fait le siège de toutes les agences d'intérim, a fini par retrouver début 1997, après quatre ans, un emploi de manutentionnaire dans une usine de cosmétiques à Pantin. Un emploi dur et payé à peine au-dessus du SMIC mais qu'il a accueilli avec joie, content d'avoir à nouveau un revenu et des copains de boulot.

Une autre ancienne rédactrice doit se débrouiller avec quelques très rares mois de missions intérims ici ou là, parfois à 100 kilomètres de chez elle, sans voiture. Heureusement pour elle et pour ses trois enfants en bas âge que le salaire de son mari tombe tous les mois. Il est chauffeur et, depuis quatre ans, il multiplie les heures supplémentaires.

Pour d'autres la situation est bien pire, comme pour cette ancienne hôtesse, partie avec 200000F d'indemnités, dépensés en un mois car ils n'ont servi qu'à rembourser dettes et crédits, et qui, la dernière fois qu'on l'a vue, tentait de vendre en porte à porte des encyclopédies dans les HLM, le tout sans aucun salaire fixe. Ou encore comme cet ancien employé administratif, qui après avoir trouvé un CDD d'un an dans une toute petite entreprise d'archives dans laquelle il travaillait sans compter les heures supplémentaires non-payées pour 6000F par mois, a fini par craquer et donner sa démission à force de se faire insulter. Aujourd'hui il n'a pas le droit aux Assedics, pas encore droit au RMI et il a presque tout vendu chez lui, mobilier, vêtements, pour pouvoir survivre.

Pour Allianz, par contre, tout va bien quatre ans après les licenciements. On ne sait pas encore combien de dizaines de milliards de francs coûtera l'opération, mais la compagnie est l'un des principaux candidats au rachat du GAN qui sera bientôt privatisé.

Correspondant LO

Fonderie Montupet (Oise)

LES TRAVAILLEURS ONT REMIS LES PENDULES À L'HEURE

À la fonderie Montupet, dans l'Oise, au retour des congés d'été, la direction a voulu imposer à certains un horaire tellement farfelu qu'il aurait fallu quitter l'usine le vendredi matin à 4h30, après y avoir passé 8h en nuit, pour y revenir à 14h le jour même. Elle n'en était pas à sa première tentative : en juin dernier, elle avait réussi à imposer la même chose, mais uniquement à une dizaine de personnes et juste pour une semaine. Cette fois, la mesure concernait plus de soixante personnes et n'avait plus rien de temporaire.

Du coup, les travailleurs ont été dire à leur maîtrise qu'il n'était pas question de travailler ainsi. Devant le tollé, la direction a renoncé deux jours après à son projet.

Dans cette fonderie d'aluminium qui fabrique des culasses pour l'automobile, cela fait des mois maintenant que la production bat son plein. La direction a instauré une multitude d'horaires, selon les secteurs et les équipes, avec une seule idée : produire 24h sur 24 avec le minimum de personnel. Mais cette fois, elle a été trop loin. Les travailleurs ont bien senti que s'ils laissaient encore faire, elle finirait par leur demander de venir avec un lit de camp à l'usine, histoire de rester en permanence au pied des machines.

Correspondant LO

Lever-France (Nord)

LES CADRES NE S'OUBLIENT PAS

A Lever-France, alors que la masse des salaires ouvriers a baissé de 0,28% suite aux réductions d'effectifs et aux réductions d'horaires et de salaires, celle des cadres a augmenté de 8%. Pour ce qui est des dix plus hauts salaires, c'est 10% d'augmentation depuis 1995, année où ils avaient déjà augmenté de 18,5%.

C'est le prix à payer par les riches actionnaires d'Unilever pour limiter les états d'âme des cadres dirigeants lorsqu'ils coupent à vif dans l'emploi et les revenus ouvriers, jusqu'à se couper eux-mêmes parfois quand il n'y a plus assez d'ouvriers à diriger.

Depuis 1995, la direction avait aussi un objectif de «Zéro intérimaire», car cela revenait trop cher ! En 1994 il y avait 12 intérimaires par semaine pour un effectif fixe de 1 500 salariés, en 1995, c'était 34 pour 1 250, et en 1996, c'est passé à 50 pour 850 !

Si la réduction des effectifs va droit au cœur – et au portefeuille – des actionnaires et si elle donne des poussées de fièvre aux actions en Bourse, elle finit par s'opposer au maintien même de la production. Seulement si les patrons se vantent d'avoir inventé la lessive qui lave dans les nœuds, le beurre sans matière grasse ou presque, la recette du capitalisme qui permet de faire des profits sans aucune production n'est pas encore trouvée !

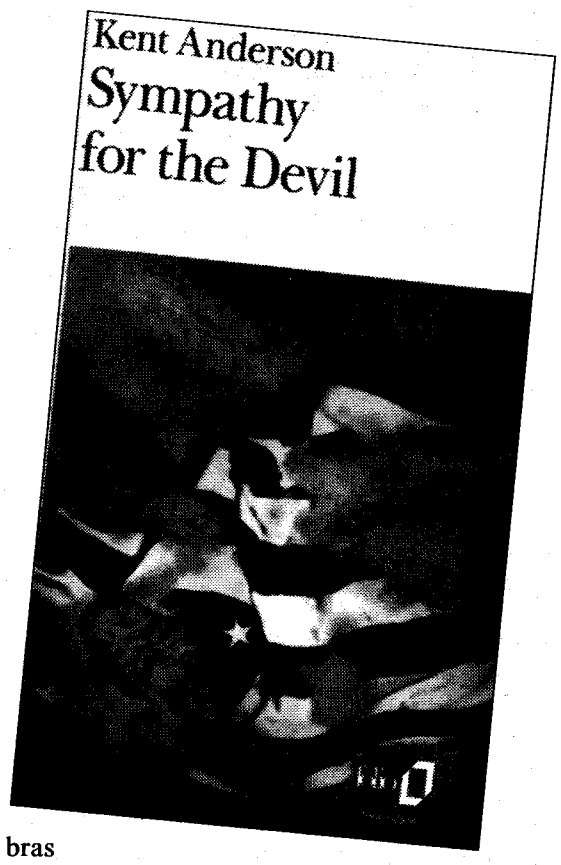
En revanche, organiser la vie, et la production des biens nécessaires, sans actionnaires et sans capitalistes, ce serait parfaitement possible !

Correspondant LO

Sympathy for the Devil

(Sympathie pour le Diable)

de Kent Anderson



Ce roman nous parle d'un jeune Américain, envoyé au Viêt-Nam comme des centaines de milliers d'autres, pour mener la guerre de l'impérialisme contre un peuple en lutte pour son indépendance.

Kent Anderson fut sergent au Viêt-Nam et son livre ressemble bien à la description d'un enfer, celui d'une guerre menée pour des raisons qui semblent échapper à la majorité des soldats qui y sont plongés.

Hanson, étudiant du milieu des années 1960, est enrôlé dans l'armée : les besoins en hommes pour cette sale guerre ont conduit le gouvernement à décider la conscription. Lors de ses «classes», effectuées sans enthousiasme, les «bérets verts» des forces spéciales l'ont séduit.

Envoyé au Viêt-Nam, il se trouve constamment au sein d'unités combattantes. Les pertes sont lourdes des deux côtés : côté américain, il y a les souffrances des blessés, les drames des soldats qui meurent seuls ou dans les bras d'un camarade ou du personnel médical, impuissants. Côté vietnamien, il y a les destructions des villages ou des plantations, les massacres des villageois. Les soldats américains sont évidemment perçus par toute la population comme des ennemis. En retour, ils finissent par voir dans chaque paysan quelqu'un à liquider.

Hanson et ses trois amis deviennent ainsi des professionnels de la tuerie et de la destruction. En partie lucides, ils ne marchent pas dans les discours du président américain et s'en moquent. Ils ne trouvent pas d'autre justification à leurs actes que les sensations qu'ils entraînent. Cela ne les rend certes pas sympathiques mais, indirectement, c'est une condamnation de la classe dirigeante américaine, qui a mis en branle toute cette machine de guerre pour briser le peuple vietnamien, en transformant des étudiants, et d'autres, en agents dévoyés de sa politique meurtrière.

Le livre se lit avec intérêt mais l'on n'est cependant pas très ému, certainement parce que, notamment dans la dernière partie, on ne peut accepter les choix de l'individualiste Hanson, qui n'a plus pour refuge que son professionnalisme de la guerre ; même si sa transformation personnelle monstrueuse montre, à sa manière, à quel point cette guerre, menée par le plus grande puissance du monde dit «libre», a pu imprimer sa marque sur ceux qui y ont participé, en l'occurrence ici du côté américain.

Jean MASSARDIER

Kent Anderson, Sympathy for the Devil, *collection Folio, 669 pages, 58 francs*

Deux filles d'aujourd'hui

de Mike Leigh

Ce film, sans grande prétention, raconte les retrouvailles, à Londres, de deux jeunes femmes d'à peine 30 ans. Dix ans avant, elles ont partagé la même vie d'étudiantes. Annie reste une provinciale un peu timide et naïve, mais elle a perdu les tics et l'eczéma qui lui défigurait le visage. Hannah, une Londonienne qui n'a pas sa langue dans sa poche, toujours prête pour les pires jeux de mots, semble avoir un peu mieux réussi.

Un peu agacée par les remarques empruntées d'Annie, Hannah l'entraîne à la recherche d'un appartement. Leurs différentes rencontres les ramèneront à leurs souvenirs d'étudiantes. Entre les rêves et les espoirs d'hier et la réalité d'aujourd'hui, il y a comme un décalage... Au passage, le réalisateur décoche un coup de pied à l'Angleterre des «golden boys».

Le film nous rend attachantes ces deux jeunes femmes qui, au début, avaient surtout de quoi agacer. En même temps qu'elles se rapprochent l'une de l'autre dans le film, elles nous deviennent plus familières. On les garde en mémoire comme deux témoins des difficultés de la vie dans une Angleterre qui n'a de doré que les fortunes des milliardaires ou de la famille royale...

J. F.

Indonésie

LA POLICE RÉPRIME UN CONGRÈS SYNDICAL

La police indonésienne a même appréhendé des syndicalistes étrangers (ici un Australien) venus en observateurs.

AFP

Le 19 septembre à Jakarta, la police a brutalement interrompu le congrès du SBSI, un syndicat ouvrier illégal indonésien. Une dizaine de ses dirigeants ont été arrêtés. Ne faisant pas de détail, la police a arrêté y compris des syndicalistes européens et australiens venus en observateurs.

Le fondateur de ce syndicat, Muchtar Pakpahan, est en prison depuis 1994. Malade, il est détenu dans un hôpital. Quant à la classe ouvrière indonésienne, elle subit une dictature sinistre depuis plus de trente ans.

C'est en 1965 que le président actuel, le général Suharto, a pris le pouvoir. Son coup d'État fut des plus sanguinaires : on estime qu'un million de personnes ont été massacrées par l'armée entre 1965 et 1967. La répression visait en particulier l'influent Parti Communiste, qui fut physiquement détruit, ses militants fusillés ou emprisonnés.

C'est seulement en 1978 que 100 000 prisonniers politiques, détenus sans jugement depuis 1966, furent relâchés tout en restant étroitement surveillés. En 1985 on exécutait encore des prisonniers qui avaient été condamnés à mort 20 ans plus tôt. Aujourd'hui, le régime continue de réprimer férocement toute tentative de reconstruire un mouvement ouvrier organisé. Les partis ouvriers sont interdits, il y a un syndicat officiel unique.

L'Indonésie fait partie des « dragons » asiatiques dont on a vanté le « décollage » et le « libéralisme économique ». Le prétendu « miracle économique » a une explication simple : l'exploitation d'une classe ouvrière qui travaille sous la menace au profit de la famille Suharto et des trusts internationaux, parmi lesquels les trusts français ne sont pas les derniers.

C. B.

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura pour thème

CAPITALISME ET IMMIGRATION

Vendredi 3 octobre à 20 h 30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris (5e)

Métro : Maubert Mutualité

Participation aux frais : 20 F

ONU

LE MILLIARDAIRE TURNER ESSUIE L'ARDOISE DE CLINTON

En annonçant qu'il allait verser un milliard de dollars à l'ONU, soit l'équivalent de 6 milliards de francs, Ted Turner, l'ancien patron de la chaîne de télévision CNN (il vient de la revendre au groupe Time Warner), en bon connaisseur des médias, vient de faire ce qu'il faut pour se positionner en tête des milliardaires du « charity business » américain, même s'il prétend avoir voulu surtout inciter les super-riches, dont il fait partie, à verser plus aux diverses œuvres charitables.

Mais ce don est moins spectaculaire qu'il n'y paraît. La presse américaine signale que, une fois cette somme versée, Turner se retrouvera à peu près aussi riche qu'il l'était à la fin de l'an dernier. En effet, appartenant au monde de ceux qui s'enrichissent en dormant grâce à la spéculation, le paquet d'actions qu'il possède, notamment chez Time Warner, lui a dégagé cette année une rentrée supplémentaire inattendue d'un milliard de dollars. C'est cette somme qu'il a décidé de donner.

Le geste peut surprendre, mais il se place dans la tradition des milliardaires américains, depuis au moins un siècle. Même si au temps d'Andrew Carnegie les médias étaient plus frustes, les dons n'étaient pas moins spectaculaires.

Aujourd'hui encore, le club des quelque 150 super-riches américains, auquel appartiennent, entre autres, Turner, le roi de Microsoft, Bill Gates, le financier Soros ou la veuve du fondateur de McDonald's, dépense bon an mal an 150 milliards de dollars pour des dons charitables divers. Ceux-ci sont autant de façons de s'attacher des hommes ou des institutions et de faire parler de soi autrement que comme un requin de la finance. Et cela d'autant plus facilement que la spéculation financière ne cesse de remplir le bas de laine de tous ces milliardaires.

Et à quoi sont utilisés ces 150 milliards de dollars ? 46 % de cette somme (près de la moitié) va… à la religion tandis que la santé n'en récupère que 9 % et l'éducation 13 %. Quant à ce qu'il adviendra du don de Turner, la presse américaine a déjà fait les comptes : pour frapper l'imagination, Turner a versé à peu près la somme correspondant au montant des impayés de l'État américain vis-à-vis de l'ONU. Selon le gouvernement américain, sa dette se monterait à 800 millions de dollars. Selon les Nations Unies, à 1,5 milliard de dollars.

Et Clinton, qui devait se retrouver devant l'assemblée des Nations Unies, quelques heures après l'annonce de Turner, tout en trouvant évidemment fort intéressante cette nouvelle formule de financement, n'a pas pu faire moins que de déclarer que l'État américain finirait par payer ses dettes.

Les Etats-Unis se font en effet tirer l'oreille pour payer leur dette, sans même remercier les Nations Unies pour se comporter essentiellement comme un paravent des initiatives américaines. Mais la position de force des Etats-Unis leur permet également d'agir vis-à-vis du reste du monde en mauvais payeur : l'ONU ne fait pas exception !

Jacques FONTENOY

LIBÉRATION DE QUATRE MILITANTS GUYANAIS

Dans son numéro du 20 septembre 1997, le bimensuel trotskyste antillais *Combat Ouvrier*, publie un article sur la libération de quatre militants nationalistes guyanais emprisonnés par les autorités françaises. Nous en publions un large extrait.

« Depuis le 11 avril 1997, les militants Alain Michel, dirigeant du PNPG (Parti National Populaire Guyanais), Maurice Ho Tram Foo, Bernard Rifort-Delem et Charles Cénol avaient été incarcérés à la prison de Ducos. En fait arrêtés dans des conditions révoltantes, sans ménagement, ils avaient été expédiés par bateau vers la Martinique.

« Ils avaient été mis en examen pour soi-disant « violences volontaires sur magistrat et incendie criminel », sans que, d'après leurs avocats, aucune preuve ne soit portée contre eux. Malgré cela, leurs demandes de mise en liberté provisoire avaient été refusées à plusieurs reprises. Il s'agissait pour la justice de faire pression sur ces militants et au-delà sur tous ceux qui osent lutter contre le colonialisme.

« Mais, le lundi 15 septembre au matin, la justice coloniale a dû faire machine arrière et libérer les militants après cinq mois de détention. Ils demeurent néanmoins placés sous contrôle judiciaire.

« Cependant, pour obliger l'État français à les libérer, il a fallu plusieurs mobilisations populaires en Martinique et en Guadeloupe, mais surtout des manifestations de colère en Guyane.

« Il était clair que le gouvernement voulait faire payer à ces militants les événements de novembre décembre 96 au cours desquels les Guyanais s'étaient fortement mobilisés avant d'obtenir un rectorat. D'ailleurs le jeune Marcel Michel (19 ans) est resté encore en prison, accusé entre autres d'avoir tiré lors de ces nuits d'émeute.

« En signe de solidarité avec ces militants guyanais, le Collectif pour la libération des emprisonnés guyanais, composé de nombreuses organisations politiques nationalistes et d'extrême gauche a organisé un meeting au Colisée à Fort-de-France le mardi 17 septembre au soir, en présence des militants de ces organisations qui avaient participé au soutien. (…) »

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995